

## C. — MAROC

# LE SYNDICAT COMME ENJEU POLITIQUE AU MAROC (1955-1981)

### INTRODUCTION

Dans le processus d'ensemble de la révolution arabe, la faillite des idéologies petites bourgeoises qui sèment la confusion dans les peuples est de plus en plus claire.

Au Maroc la « bourgeoisie nationale » qui avait assuré la direction du Mouvement National s'est arrogé le droit de se maintenir à la tête de ce mouvement pour « parachéver la libération nationale ». La dualité de son comportement politique est caractéristique d'une bourgeoisie en butte à l'impérialisme dont elle souhaite réduire l'emprise économique, et aux masses déshéritées dont elle espère garder le contrôle.

La faillite des idéologies petites bourgeoises est encore plus évidente au Maroc que dans le reste de la nation arabe du fait du comportement de capitulation et de compromission constante des élites. La classe ouvrière qui a bénéficié, lors de sa lutte contre le colonialisme, des traditions organisationnelles des prolétariats français et espagnol, est représentée par sa puissante centrale : l'UMT. Mais la variante bureaucratique et de démagogie ouvriériste de l'idéologie petite bourgeoise a largement contribué à discréditer et à isoler la centrale. En effet, en l'absence d'une stratégie et d'une tactique clairement définies le syndicat, instrument de combat de la classe ouvrière, perd peu à peu sa vocation pour devenir le champ clos des rivalités partisans. Si du côté étudiant, l'UNFP a réussi à contrôler l'UNEM et à susciter de vives agitations pour faire pression sur le Roi, elle n'a par contre jamais réussi à s'assurer le contrôle de l'UMT.

C'est ainsi qu'un long et houleux débat sur les rapports parti-syndicat va miner au bout du compte la puissante centrale de 350 000 adhérents et traduire dans les faits la faillite des idéologies petites bourgeoises. Les communistes et les dissidents marxistes léninistes ont toujours respecté et défendu l'autonomie de l'UMT et œuvré à l'intérieur du bastion bureaucratique pour soustraire la

centrale à la « politique du pain ». Il n'en est pas de même de ces militants révolutionnaires, formés par Mehdi Ben Barka dans les cercles ouvriers de l'UNFP au début des années 60, qui, objectivement, contribuent à l'éclatement de l'unique organisation structurée, solidement implantée, et capable, une fois libérée du carcan bureaucratique, de peser sur la classe au pouvoir et imposer ses propres choix.

Certes ces militants UNFP ont eux-mêmes connu l'influence d'idéologies petites-bourgeoises de type nassériste ou baathiste, mais là encore la faillite de ces idéologies en Orient et les échecs subis au Maroc rendent d'autant plus ces militants disponibles à une idéologie marxiste-léniniste.

Le Maroc est entré dans une phase de bouillonnement intense, où, à la fois, les masses se mettent en mouvement, où le régime semble abattre de nouvelles cartes, où les courants petits-bourgeois démontrent leur incapacité et où la société civile révèle l'existence et la force d'un courant nouveau.

Nous nous proposons de voir dans une approche diachronique, les grands moments des conflits internes de la société politique pour s'assurer le contrôle du champ syndical, tremplin d'une nouvelle légitimité pour le contrôle ou du moins le partage du pouvoir.

La Monarchie, certes, a coiffé au poteau les autres acteurs politiques en faisant d'une pierre deux coups.

— D'un côté elle domestique la centrale syndicale en la couvrant d'avantages appréciables.

— De l'autre côté elle piège l'UNFP en la détournant de ses objectifs et en l'épuisant dans une guerre d'usure contre ceux qu'elle est censée représenter : les travailleurs organisés au sein de l'UMT.

A la segmentation effrénée de l'élite politique se surajoute celle de l'élite syndicale, accréditant les thèses de la Monarchie sur l'inefficacité voire l'inutilité de la représentation politique.

Faute d'une alternative valable avec un projet social et culturel capable de sortir le pays de l'impasse, la société politique en proie à une grave crise d'identité-représentativité risque de se faire balayer par les sacrifiés de la société civile, ce quart-monde des grands faubourgs, terrain d'action privilégié d'une idéologie endogène : l'Islam avec ses variantes intégristes.

## I. — DU MONOLITHISME A L'EMIETTEMENT

La constitution interdit expressément le parti unique et on peut dire qu'en fait de pluralisme politique le Maroc se taille la part du lion en Afrique. Les citoyens n'ont que l'embarras du choix entre pêle-mêle : parti de l'Istiqlal; Parti démocrate constitutionnel (PDC, anciennement Parti Démocrate de l'Indépendance, PDI), Parti de la Libération et du Socialisme (PLS, ex-Parti Communiste interdit), Union Nationale des Forces Populaires (UNFP), Mouvement Populaire, avec sa variante Mouvement Populaire démocrate, Parti Socialiste

Démocrate (PSD), Front pour la Défense des Institutions Constitutionnelles (FDIC), Parti des Indépendants Libéraux... Parti des Indépendants, Parti des Indépendants Démocrates, Union Constitutionnelle...

Mais ce foisonnement de partis a quelque chose de déroutant pour le futur client tant leurs professions de foi officielles présentent de ressemblances. Tous paraissent œuvrer pour la démocratie, le socialisme, les libertés individuelles, la réforme agraire, la monarchie constitutionnelle, l'arabisation, le progrès, le neutralisme.

Le FDIC, le PSD et les Indépendants libéraux ont quitté l'échiquier politique en tant que partis. Le Mouvement populaire, parti essentiellement berbère mais sans particularisme ethnique ou régional même si sa clientèle appartient en général à la région des Zemmours et au Moyen-Atlas, se distingue d'abord par l'étendard de la révolte qu'il a levé contre l'omniprésence de l'Istiqlal. Le PDC se retrécit au fil des ans comme une peau de chagrin et se transforme en « club » de fidèles ressassant leur haine d'un homme ou d'un parti. Le cas du PLS est particulier parce que clandestin, mais personne ne peut nier son influence sur une partie des jeunes et des intellectuels, et particulièrement les étudiants.

Le parti de l'Istiqlal est incontestablement le reflet de toute la société marocaine avec ses trois composantes que sont les politiciens de la première heure issus des universités espagnoles et françaises, la Résistance et l'Union Marocaine du Travail. Cette élite, porte-parole de la grande et petite bourgeoisie, prend conscience de l'antagonisme qui oppose ses intérêts et ceux de sa classe aux structures coloniales en place. Ce n'est qu'en 1944, avec le *manifeste de l'Indépendance*, que le parti devient à la fois le porte-parole de la bourgeoisie marocaine et des masses populaires sous l'effet de l'attraction magique du mot d'ordre d'indépendance.

La résistance a surgi de la base du parti de l'Istiqlal et tout particulièrement de la base constituée dans les cellules populaires de Casablanca, Marrakech, Rabat, Fès, Oujda et d'ailleurs. La plupart de ces cellules prolétariennes étaient composées de ce qu'on peut appeler une majorité néo-citadine, c'est-à-dire des hommes à cheval sur la campagne et sur la ville, dont les parents résidaient encore dans la montagne ou dans la plaine et qui par conséquent, représentaient un type neuf de militants formés au sein du parti entre les années 1947 et 1952 (1).

L'UMT c'est la structure organisationnelle dont s'est dotée la classe ouvrière qui avait pris une part très active dans la lutte politique et l'action directe urbaine, à l'image du parti communiste marocain (PCM), interdit et contraint à la clandestinité, qui créa l'organisation armée al-Hilal al-Aswad (le Croissant noir) très active de 1953 à 1955.

Dès les premiers mois de l'exercice du pouvoir le colosse au pied d'argile cherche à exorciser la menace qui à terme va peser lourdement sur sa destinée.

(1) BEN BARKA (Mehdi), *Option révolutionnaire au Maroc*. Ecrits politiques (Cahiers Libres, n° 84-85), Maspéro, 1966, p. 30.

« Depuis le jour où la question marocaine a été posée, les ennemis de notre pays et de l'indépendance ont tenté, entre Sa Majesté le Sultan et l'Istiqlal, l'éternelle manœuvre de division, celle qui, dit-on, permet de régner... Les patriotes groupés et préparés dans les rangs du parti de l'Istiqlal ont alors accentué la lutte, organisé la résistance et poursuivi le combat jusqu'à la victoire qui a été sanctionnée par le retour du Souverain, et la proclamation de l'Indépendance... La vieille arme de la division est reprise et nos adversaires s'efforcent une nouvelle fois de mettre en opposition le Souverain et l'Istiqlal qu'il représentent comme déchiré intérieurement par des tendances diverses oubliant que le parti possède une force de cohésion qu'il tient de son idéal au service d'une seule cause, celle de la patrie » (2).

La cause de la patrie c'est aussi la cause du trône qui va déployer toute son énergie et toute son habileté à réduire l'élan pris par l'Istiqlal, et le mouvement national en général. L'oligarchie partisane, à défaut de programme clair, va prêter le flanc aux incessantes attaques sur sa droite et sur sa gauche. D'un côté le Mouvement Populaire qui prêche contre le monolithisme des Fassis de l'Istiqlal dont il cherche à briser les prétentions, et de l'autre les trouble-fête de la Résistance et l'UMT qui dirigent une fronde pour le contrôle du parti.

Segmentation de l'élite, restauration des élites locales, ou inéluctable processus historique de la dialectique des classes, quel que soit le système d'analyse adopté, la monarchie est plus qu'un symbole, elle est le pouvoir dominant et dissolvant qui a su tirer son épingle d'un jeu extrêmement délicat.

Ainsi, l'Armée de Libération est intégrée au sein des Forces Armées Royales. « Ayez le sens de la discipline, suivez bien nos ordres, marchez dans la voie que vous trace SAR le Prince héritier, chef d'Etat-major des FAR. Sa direction éclairée, sa perspicacité, sont pour vous un gage de confiance en l'avenir et une raison de servir avec foi et enthousiasme ». Ces recommandations eurent lieu au Palais impérial le 3 juillet 1956, le même jour où dans une autre ville impériale, Fès, le prince héritier présidait les obsèques grandioses de Messadi Abbès, chef de l'Armée de libération assassiné dans des circonstances mystérieuses.

Le 3 août 1956, cinq gouverneurs et cinq pachas ont reçu des mains du roi leur dahir d'investiture parmi eux, se trouvaient cinq capitaines et un commandant de l'Armée de libération.

Le deuxième acte du monarque sera en direction de la campagne avec la distribution de 1 000 hectares de terre à 145 fellahs deshérités. Lors de cette distribution le roi a prononcé l'allocation suivante : « ... L'indépendance doit être considérée comme le préliminaire d'une révolution sociale qui touche l'ensemble de la population et tend, en particulier, à élever le niveau de vie de la classe ouvrière, à ouvrir de nouvelles perspectives à ceux qui vivent dans la misère et la privation... Si elle n'entraîne pas une telle révolution, l'indépendance restera lettre morte et ne répondra nullement aux espoirs qu'elle a suscités chez le peuple... La réforme agraire sera opportunément complétée par la naissance

(2) *Al Istiqlal* (18), vendredi 27 juillet 1956 (éditorial intitulé : l'éternel complot).

d'une industrie qui s'emploiera à exploiter les produits de l'agriculture, élargissant le champ d'action des travailleurs et visant à réaliser une politique de plein emploi » (3).

Pendant que le Palais œuvrait à consolider son autorité et à reconquérir ses prérogatives, de sournoises confrontations secouaient le parti. Abderrahman Youssefi et Mohammed Basri, représentant la résistance urbaine, étaient soutenus par Mahjoub Ben Seddik, Mohammed Abderrazak et Abdallah Ibrahim dans leur opposition aux « Vieux Turbans », Ahmed Balafrej, Omar Abdeljlil, Mohammed Lyazidi, Mohammed Mekouar et Mohammed el Fassi.

En effet, dès 1955-56 les résistants et les progressistes ont veillé à ce que l'UMT échappe à l'influence et au noyautage de la direction bourgeoise du parti de l'Istiqlal. Cela s'est traduit par les efforts convergents qu'ils ont dû fournir pour remplacer l'ancien secrétaire général de l'organisation. Dans le même but ils ont agi en vue de mettre à la disposition de l'organisation les moyens de l'Etat, en locaux, subventions et rétributions de centaines de permanents par le moyen des détachements.

L'appareil syndical s'est donc constitué avec la protection des progressistes et la sollicitude de l'Etat à un moment où le manque de cadres bien formés et habitués aux exigences de la lutte concrète, a permis le recrutement d'une masse de cadres nouvellement venus au syndicalisme et pour lesquels la responsabilité syndicale représentait un privilège.

Quant à la scission du parti de l'Istiqlal survenue en janvier 1959 après la constitution du gouvernement Abdallah Ibrahim, il faut souligner qu'elle n'a pas été réalisée à partir de et sur la base d'un encadrement politique centralisé, et ce pour deux raisons :

- la première est que la scission a eu lieu sans organisation préalable;
- la seconde est que la décentralisation sans limites constituait une réaction contre le centralisme représenté par les inspecteurs du parti de l'Istiqlal.

Ainsi, au départ, la situation se présentait schématiquement comme suit :

- existence d'une forte organisation syndicale centralisée à outrance, grâce à une série de procédés justifiés par la « discipline »;
- autour d'elle une façade politique non véritablement organisée, sous la forme des « Fédérations autonomes du Parti de l'Istiqlal » jouant essentiellement un rôle de protection et de pare-chocs de l'UMT;
- d'un autre côté, l'organisation syndicale disposant d'un soutien gouvernemental, au moment où se poursuivait l'opération de résorption de l'autre force organisée, l'Armée de libération.

Telles sont les circonstances dans lesquelles a été créée l'Union Nationale des Forces populaires, « pour transformer le courant populaire représenté par le mouvement du 25 janvier 1959 en parti révolutionnaire organisé ».

Après un bref passage au gouvernement (durant l'année 1959 et jusqu'en mai 1960) aux côtés d'une « aile réactionnaire qui préconisait une politique

(3) *Al Istiqlal* (26), 28 septembre 1956, sur la dernière journée séjour royal dans l'Oriental.

anti-populaire et l'écrasement du mouvement progressiste », l'UNFP est congédiée avec en prime un premier « complot » sur le dos. En effet, dès décembre 1959 Mohammed Basri et Abderrahman Youssefi ainsi que soixante cadres de la résistance sont arrêtés pour complot contre le prince héritier. Ce premier incident de parcours sera révélateur des véritables faiblesses internes de l'UNFP. Les divergences entre les militants du parti et les tenants du syndicat n'auront de cesse que le parti n'éclate le 30 juillet 1972.

## II. — 1961-1972 : LE CONFLIT ENTRE LES MILITANTS ET L'APPAREIL OU LE DOUBLE COMBAT POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS ET LA DÉMOCRATISATION DE LA CENTRALE SYNDICALE UMT

Mai 1961 : l'étape de la marocanisation de l'économie. Le secrétariat général décide d'engager des actions de masses sur tous les fronts, avec la création d'une organisation de paysans.

Juin 1961 : le conseil national du parti réuni le 17 Juin apprend par la radio la parution d'un communiqué commun entre M. Guédira et les dirigeants de l'UMT qui annulent la grève des fonctionnaires prévue pour le 19 Juin, en contrepartie d'une promesse de réunion du Conseil Supérieur de la fonction publique. Non seulement le conseil ne s'est jamais réuni mais de plus le pouvoir reconnaît l'UGTM, syndicat lié à l'Istiqlal, et le dote en locaux et détachements.

Juillet 1961 : début du conflit déclaré concernant l'organisation politique des travailleurs et la création de l'organisation paysanne.

Novembre 1961 : manifestations de solidarité avec le peuple algérien. Les manifestations se déroulent à Rabat dans une atmosphère d'unité et de concorde et sont un succès spectaculaire.

Décembre 1961 : grève générale dans la fédération des PTT. Enlèvement d'un militant du parti considéré comme l'instigateur de la grève. Celle-ci a eu lieu malgré toute une journée d'efforts du secrétariat général de l'UMT pour annuler cette grève considérée comme inopportune et ne servant que la « bande à Bouabid ». Mais après son succès total, l'*Avant-garde* qualifie en grande manchette la fédération des PTT de « blindés » de l'UMT.

Janvier 1962 : l'appareil syndical constate les premiers résultats de l'action de ses militants et les efforts de création et de multiplication des cellules d'entreprise. Ses représentants au secrétariat général de l'UNFP exigent des sanctions contre les militants qui ne respectent pas l'autonomie syndicale. Le débat aboutit à la décision de réunir le 2<sup>e</sup> Congrès de l'UNFP en vue d'arrêter des options qui engageraient tout le monde. En attendant, les militants doivent s'abstenir de tout travail d'organisation considéré comme hostile à l'appareil syndical; des secrétariats régionaux « paritaires » seraient formés et constitués pour moitié d'éléments délégués par l'appareil syndical.

C'est dans ces conditions qu'a été préparé le 2<sup>e</sup> Congrès dans une atmosphère de crise et de négociations permanentes à tous les niveaux.

Mai 1962 : réunion du 2<sup>e</sup> Congrès de l'UNFP dans l'atmosphère de la « parité ». Les représentants de l'appareil syndical s'opposent énergiquement au rapport préparé par M. Ben Barka, rapport qui a été publié après son enlèvement sous le titre « *Option révolutionnaire au Maroc* ». Cette opposition s'explique par le fait que ce rapport tend à souligner qu'il n'y a pas d'option révolutionnaire sans instrument révolutionnaire et à mettre en évidence le lien dialectique entre la lutte concrète et le renforcement de l'instrument de cette lutte.

L'insistance de M. Ben Barka sur ce point posait implicitement le problème de l'appareil syndical et de l'utilisation de slogans enflammés pour camoufler l'immobilisme. C'est ce qu'il a encore souligné dans le rapport d'organisation qu'il a présenté devant le congrès, en insistant sur la nécessité de définir les rapports de l'action syndicale et politique, et d'assurer une unité de direction et d'orientation.

Novembre 1962 : les préparatifs d'une constitution qui serait annoncée le 18 novembre se confirment. Les contacts entre les dirigeants de l'UMT et M. Guédira se multiplient pour des « considérations syndicales ». Le comité central de l'UNFP se réunit sans la participation de MM. Mahjoub Ben Seddik et Abdallah Ibrahim. Les délégués des provinces insistent sur la nécessité d'amorcer la décision du boycott de la constitution avant même la parution du texte, pour marquer qu'il s'agit d'une opposition au principe même de l'octroi. Le journal *l'Avant-garde* titre « les travailleurs refusent la mascarade » sans préciser si ce refus consiste à boycotter ou à participer en votant non.

Dès la fin de l'opération référendaire, les ministres du parti de l'Istiqlal, MM. Allal el Fassi, Douiri et Boucetta remettaient leur démission le 2 janvier 1963 au Roi, car ils estimaient que le rôle qui était accordé au parti ne correspondait pas à son influence dans le pays.

Deux jours plus tard l'UMT tient son 3<sup>e</sup> Congrès National. Parmi les décisions prises on note la suspension de « l'appartenance organique de l'UMT à toute centrale syndicale internationale et continentale » (l'UMT était rattachée à la CISL), et surtout une volonté de « dépolitisation » et d'indépendance de la centrale (4). Cela n'a pas empêché l'UMT de se ranger aux côtés de l'UNFP par ses protestations au cours du « procès du complot » et de soutenir « les candidats nationaux progressistes » aux élections législatives, malgré son scepticisme sur « l'activité au sein d'un parlement impuissant et sans pouvoir ». Et pour ne pas se déjuger M. Mahjoub Ben Seddik va jusqu'à demander le 17 juillet aux élus de se retirer du parlement pour manifester leur refus de « cette fausse démocratie » (5).

(4) « Nous ne nous dépolitisons pas, a répondu M. Ben Seddik, car nous luttons pour des principes et des objectifs assignés par les travailleurs. Les syndicats ne peuvent se déterminer de la politique... Ce que nous voulons réaffirmer, c'est l'indépendance du mouvement syndical, parce que celui-ci ne peut être efficace que lorsqu'il milite dans l'indépendance vis-à-vis de toutes les fractions politiques ».

(5) L'UNFP a publié un manifeste dans lequel il est précisé clairement qu'il s'agit d'une participation militante qui vise à faire éclater des institutions préfabriquées de l'intérieur et à déjouer la manœuvre du pouvoir qui comptait sur la non-participation de l'UNFP.

Cette attitude, pour le moins surprenante semble dictée par la vive agitation sociale devant la hausse des prix (6). Des grèves sont déclenchées par la base dans diverses régions et dans l'Oriental notamment où les mines de plomb de Zellidja furent paralysées durant cinq semaines. Le 20 mars l'UMT lançait un ordre de grève à tous les mineurs de l'Oriental pour soutenir ceux de Zellidja avant de l'étendre le 6 avril à l'Office chérifien des phosphates (7).

Pourtant le 3 mai, le journal *Clarté*, créé par M. Guédira, paraît avec un article intitulé « la position de l'UMT » dans lequel il parle du sens des responsabilités des dirigeants de l'UMT qui doit rester neutre. Le même jour le Conseil National de la Centrale décide la non participation aux élections. Mais après plusieurs rencontres à Rabat et Casablanca entre l'UNFP et l'UMT pour discuter des candidatures aux élections municipales, non seulement le désaccord s'approfondit mais de plus le syndicat présente des candidats opposés à ceux de l'UNFP à Casablanca, Rabat, Tanger, Meknès, Safi, kénitra, Khouribga, Yousoufia et Marrakech (8).

La commission administrative du parti étant paralysée par l'absence des représentants de l'appareil syndical, l'UNFP tient une réunion le 13 juillet à Casablanca pour décider de la politique à suivre. La police encercle les lieux, arrête tous les participants (députés, secrétaires provinciaux et membres du secrétariat administratif). C'est le second complot.

La guerre des frontières maroco-algérienne fut l'occasion rêvée pour la direction de l'UMT de participer à un gouvernement d'union nationale. Le nationalisme exacerbé, dont fit preuve le peuple marocain contre l'Algérie aurait pu sceller une nouvelle alliance face à la menace extérieure. Les détenus contactés par les avocats de l'UMT, refusèrent de « cautionner la stratégie de la féodalité et de l'impérialisme contre la révolution algérienne et l'ensemble du Maghreb arabe ». Douze condamnations à mort sont prononcées le 14 mars 1964 (9).

Tout comme l'année précédente, 1964 a été marquée sur le plan social par de nombreuses grèves (10). Les travailleurs ont brandi pendant les défilés du 1<sup>er</sup> mai des banderolles dont les slogans tranchaient avec les thèmes réformistes

(6) L'indice des 111 articles, base 100 en septembre 1956, était à 117,2 en janvier 1963 et à 121,6 en décembre.

(7) Reprise le 6 mai du travail à Zellidja à la suite d'un accord intervenu entre l'UMT et M. Laghzaoui directeur général de l'Office Chérifien des Phosphates. Reprise en mai des grèves dans le secteur semi-public : chemin de fer, électricité, phosphates. Le 7 mai les dockers de Casablanca après une grève surprise le 6 avril; le 20 les transports routiers. Les phosphates, l'électricité, les cheminots récidivent le 24. Le 5 juillet, les employés de banque se mettent en grève 24 heures; le 8 les cheminots se remettent en grève pour 48 heures; le 20, à la suite de grèves répétées à la CTM (compagnie de transports), le ministre des travaux publics décide le lock-out de cette entreprise jusqu'à l'établissement d'une nouvelle convention; le 25, nouvelle grève d'avertissement de 24 heures à Yousoufia. Pour septembre, grèves à la Samir (raffinerie de pétrole), à la Sucrierie Marocaine, à la Somaca (montage d'automobiles).

(8) CHAMBERGEAT, les élections communales au Maroc. *AAN II*, 1963, p. 123.

(9) Dont celle par contumace du président de l'UNEM, pour des déclarations en Algérie. L'UNEM à désavoué son président sur la question des frontières algéro-marocaines.

(10) COSUMA, dockers de Casablanca, employés de Royal Air Maroc, marins pêcheurs de Safi (8 jours), alimentation, textiles, métallurgie, industrie pétrolière...

(libération des détenus politiques, solidarité avec les étudiants). Des fédérations, celle des PTT notamment n'est pas étrangère à cette radicalisation. Le secrétaire général de l'UMT a même évoqué au cours d'un meeting tenu le 29 mai à Casablanca, « toutes les épreuves supportées par la classe ouvrière et le peuple depuis 1960, date à laquelle l'absolutisme direct a pris le pouvoir » et affirmé « la volonté et la détermination des travailleurs de mettre un terme à une pareille situation » (11).

Ces déclarations quelque peu enflammées cachent des situations conflictuelles dans certaines fédérations où le Bureau National de l'UMT procède à l'exclusion des syndicalistes militants de l'UNFP. Ces derniers, « anarchistes », « agitateurs en eau trouble », dérangent en posant sur leur terrain le problème de la libération économique. Le cas des travailleurs des carburants est significatif à cet égard. Du 5 au 24 octobre ils ont déclenché dans tout le Maroc une grève qui fut suivie par les ouvriers de tous les secteurs des carburants (raffinerie de la Samir, Chérifienne du Pétrole, réseau de distribution...). Outre le relèvement des salaires, les grévistes réclamaient la création d'un Office National du Pétrole qui mettrait fin aux privilèges des sociétés capitalistes et permettrait au Maroc d'avoir sa propre politique pétrolière (12).

La Fédération de l'Éducation Nationale autre « blindé » de l'UMT, manifeste résolument sa solidarité à l'UNFP en réclamant avec force la libération de Basri, Benjelloun, Diouri et Haloui, l'évacuation des locaux encore occupés par la police et le recours au peuple pour sortir le pays de l'impasse (13).

Le fait nouveau, c'est que la base exprime avec beaucoup plus d'efficacité son mécontentement. Son action revêt, en effet, des formes qui tranchent avec « la politique du pain » ou l'apolitisme prôné par le 3<sup>e</sup> Congrès. Il est vrai que la politique gouvernementale a contribué à liquider les illusions entretenues par les hommes des appareils syndicaux.

En fait y a-t-il une politique gouvernementale clairement exprimée avec des objectifs nationaux de développement dûment annoncés ? Les chefs d'entreprise, employeurs en puissance souhaitent que « l'État précise clairement ses options dans le cadre économique et qu'à travers ces options il définisse le rôle de chacun dans le système en place... Les investisseurs privés sauront alors de manière bien précise les limites de leur action et choisiront en conséquence de s'adapter ou de s'abstenir. Il faudrait aussi qu'une fois définie, la règle du jeu soit respectée par tous, l'État se devant de donner l'exemple en la matière » (14).

Devant le climat d'incertitude qui règne entre l'État et l'industriel, les incitations à l'investissement créateur d'emplois paraissent aléatoires et comportent des risques que l'investisseur n'est pas prêt à courir.

(11) *AAN III*, 1964, p. 214.

(12) Le groupe parlementaire UNFP a déposé sur le bureau du parlement, quelques jours après le début de la grève, une proposition de loi portant création d'un Office National du pétrole.

(13) *Bulletin d'informations du Maroc*, n° 2, décembre 1964, janvier 1965, p. 13. Au terme de leur assemblée générale, qui s'est achevée le soir du 1<sup>er</sup> novembre 1964 à la Bourse du Travail de Rabat les enseignants ont publié le texte d'une motion sur la situation dans le pays, le bilan de la rentrée et la nécessité d'une action d'ensemble de la FEN.

(14) M. Ahmed Benkirane au dîner-débat des jeunes patrons à Casablanca, 5 novembre 1964.

Le ministre de l'Economie et des Finances reconnaît que le budget de fonctionnement est passé de 77 milliards en 1955 à 200 milliards en 1964 (+ 184 %) alors que le produit national brut n'a augmenté que de 63 % passant de 692 milliards à 1 130 milliards en francs courants (15).

La situation est ainsi résumée par la Souverain devant le Conseil supérieur de la promotion nationale et du plan : « La production locale n'a réalisé, au cours des dernières années, qu'un progrès annuel de 1,6 %) alors que l'accroissement de la population a atteint un taux annuel de 3 % ».

Les effets pernicieux de cette situation sont décrits par *Libération* en ces termes : « A cela il n'y a pas de mystère. La hausse des prix a été de l'ordre de 40 % durant les semaines écoulées. Hausses non spéculatives, mais bel et bien décidées par le gouvernement... Aggravation de la fiscalité : tarifs postaux hier, cigarettes aujourd'hui, demain carburants et tarifs des transports... Le pouvoir d'achat des travailleurs, des petits fonctionnaires, fait les frais de ces augmentations lourdes, successives, et dont la liste n'en finit pas. Quant au revenu de la paysannerie, déjà l'un des plus bas du monde, et amenuisé par la dernière récolte, il est réduit à néant... Des dizaines de milliards se sont volatilisés des caisses de l'Etat et le système impose aux revenus modestes, aux sans revenus, de payer les frais de la note » (16).

En effet ces hausses écrasent les catégories les plus modestes de la population et réduisent pratiquement à la famine les deshérités, ces sans-revenus réduits à la violence désespérée pour affirmer leur existence.

Pour la seule ville de Casablanca, principale agglomération industrielle, pôle d'attraction de l'exode rural, une « enquête à objectifs multiples » menée par le Service Central des statistiques nous apprend que 42,7 % des foyers survivent avec moins de 200 dirhams (deux cents) par mois et 11,5 % ne disposent d'aucun revenu.

Classe de salaire mensuel par foyer (en dh)	Nombre de foyers	%	Total des actifs hommes et femmes	%
01 à 199	93 160	42,1	102 702	42,1
200 à 399	66 373	29,1	80 294	33
400 à 599	20 982	9,4	30 857	12,7
600 à 799	8 155	3,7	14 497	6
800 à 999	2 785	1,3	5 576	2,3
1 000 et plus	4 740	2,1	9 267	3,9
Pas de salaire	26 225	11,5		

(15) Exposé fait le 5 novembre 1964 par M. Mohamed Cherkaoui, ministre de l'économie et des finances, lors du diner-débat organisé par le Centre des Jeunes Patrons.

(16) Extrait de l'éditorial de *Libération* du 9 décembre 1964. Le prix du sucre a été relevé de 42 % et celui de la viande est passé en tête du peloton des hausses avec l'indice 177,8 fin décembre 1964. Pour plus de détail voir *AAN III*, 1964, p. 295.

C'est à Casablanca justement qu'une grève scolaire (17) tourne à l'émeute destructrice, émeute à laquelle participent des lycéens et toute une « armée de réserve » dont regorgent les quartiers populaires et les bidonvilles. Fous de rancœur et de misère, ils se précipitent dans les rues avec la violence des foules en furie. Ni le gouvernement, ni l'opposition, ni les syndicats, ne s'attendaient à une explosion aux allures insurrectionnelles. Si l'insurrection du Rif, en octobre 1959, constituait déjà une illustration éclatante de la contradiction fondamentale entre les intérêts des masses populaires et ceux de la bourgeoisie, grande ou petite, celle du 23 mars 1965 a définitivement mis un terme à la prétention des organisations politiques dites « progressistes » de constituer l'avant-garde des masses populaires marocaines. La spontanéité de l'insurrection, sa soudaineté, son extension rapide à d'autres villes, les éléments populaires qui y participèrent, la nature des mots d'ordre qui fusèrent des gorges d'enfants de moins de quinze ans et de celles de leurs parents descendus eux aussi dans la rue... sont autant de preuves de la faillite de ces organisations (18).

Un Conseil de Cabinet extraordinaire s'est réuni à Rabat et a pris des mesures draconiennes pour faire face à la situation : mesures de répression et couvre-feu.

Il a fallu l'intervention de l'Armée et toute l'énergie parfois brutale, du service d'ordre dirigé par le général Oufkir, ministre de l'Intérieur, en personne, pour venir à bout de tous ceux qui n'avaient vraiment plus rien à perdre que leur misérable existence (19).

Quand, loin de voir leur nombre diminuer, ces condamnés au chômage à perpétuité sont rejoints par des centaines d'autres, brutalement jetés à la rue, la situation devient explosive. Chez les chômeurs de toujours, les rancœurs accumulées sont pour ainsi dire assoupies : la misère, la sous-alimentation, l'humiliation qui va parfois jusqu'à l'abdication entraînent une fausse résignation, que les observateurs superficiels ont tôt fait de baptiser « fatalisme », quand ils ne croient pas s'élever à la philosophie de l'histoire en ajoutant « musulman ». Les nouveaux chômeurs sont moins apathiques. Le sentiment cuisant de ce qu'ils perdent, l'effroi et la colère devant l'état qui les attend, c'est une allumette enflammée jetée sur un baril de poudre. A cette chaleur contagieuse, les vieilles rancœurs, la détresse et la haine accumulées depuis des années se sont brutalement réveillées et les résignés sont devenus des desperados... (20).

(17) Grève de protestation contre la circulaire n° 65 du 9 février 1965 sur l'orientation des élèves. Elle précisait les règles selon lesquelles s'opérerait le passage de la 3<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> année secondaire, c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement du second degré. Peuvent être orientés en 4<sup>e</sup> année secondaire les élèves nés en 1948 issus d'une classe de 3<sup>e</sup> année secondaire, qu'ils soient de l'enseignement long ou de l'enseignement moyen. Donc tous les natifs d'avant 1948 se voient refuser l'entrée du second cycle et l'accès au baccalauréat.

(18) KAMAL-EDDINE (Mourad) — *Le Maroc à la recherche d'une révolution*, Paris Sindbad, 1972, p. 76.

(19) Selon la version officielle il y eut 7 morts, 69 blessés, 168 arrestations rien qu'à Casablanca. D'autres sources avancent le chiffre d'un millier de morts.

(20) ADAM (André), *AAN*, 1965, p. 259.

Curieusement, un silence froid suivit ces sanglantes émeutes. Aucune déclaration de soutien ou de désapprobation n'est venue conforter ou condamner les violences. « Les avant-garde » et tous les autres ont déserté la scène politique. C'est seulement le 28 que la Commission administrative de l'UMT a rompu ce silence pour dénoncer les interprétations données par le pouvoir aux événements, déclarer que la question de la scolarisation et de l'enseignement n'était qu'un aspect du grave problème d'ensemble et affirmer qu'il s'agissait d'un problème politique et institutionnel. Bien évidemment, elle était prête à tirer les marrons du feu en réaffirmant avec force « le rôle d'avant-garde de l'UMT dans la lutte politique nationale engagée » et proclamant « la volonté de la classe ouvrière d'assumer pleinement ses responsabilités et sa détermination de mener le combat par tous les moyens et particulièrement un gouvernement jouissant de la confiance de la classe ouvrière, (c'est-à-dire les hommes de l'appareil syndical) afin de mettre un terme à la politique de force et de falsification de la volonté populaire et pour un changement radical de l'orientation de la politique nationale et des méthodes du gouvernement... La Commission administrative donne mandat au bureau national pour mettre en œuvre tout moyen y compris la grève générale et totale » (21).

Nous n'avons trouvé aucun texte officiel de l'UNFP sur les événements de mars 1965. Toutefois *Libération* fait un commentaire élogieux de la position de l'UMT et se réjouit de l'élan d'unanimité qui rappelle « les grands jours de jadis » et a conduit à la rupture de la trêve avec le pouvoir. « Tous les travailleurs se rendent compte aujourd'hui que tout se tient : les droits légitimes de la classe ouvrière ne sont sauvegardés que dans la mesure où, sur le plan national, il existe une conception politique, économique et sociale capable de répondre aux aspirations de toutes les masses populaires... Le travailleur sans emploi est venu retrouver le paysan sans terre, et l'étudiant sans avenir, ils se sont retrouvés tous, dans la rue, réalisant l'étroite solidarité de leurs intérêts, la communauté de leur destin... Le pain quotidien des travailleurs, comme celui des paysans et des autres couches sociales exploitées, est un pain essentiellement politique » (22).

*Libération* se contente donc de faire un constat tout en rappelant qu'il existe une conception politique capable de répondre aux aspirations des masses populaires. En cela transparait la volonté de l'UNFP de gouverner, avec les réserves d'usage, avec l'UMT comme « aux grands jours de jadis ». Le Roi a en effet lancé un appel à l'union (23) pour la réalisation du Plan triennal en cours d'élaboration. L'UNFP pose comme condition préalable à toute discussion, la libération des détenus, devenus désormais objet de tous les marchandages. Par contre l'UMT se teint d'un extrémisme étonnant en manifestant son hostilité farouche au Plan triennal. D'autre part les « syndicalistes » exigent que l'on impose la discipline aux militants qui continuent le travail d'organisation considéré comme hostile à la classe ouvrière. Les chances d'un accord d'unité semblent d'autant plus compromises que l'UNFP établit une charte d'organisa-

(21) Communiqué de l'UMT du 28 mars 1965. Les parenthèses sont de nous.

(22) *Libération* du 31 mars 1965.

(23) Discours du 3 mars.

tion pour passer outre à toutes les entraves, et poser pour principe moteur, la cellule d'entreprise.

Du côté du pouvoir, les choses vont se précipiter : le 1<sup>er</sup> avril, le projet du Plan triennal est adopté par la Chambre des représentants; le Roi accorde une amnistie générale à presque tous les détenus politiques; il affirme que « le temps des complots et des troubles est révolu »; Basri et d'autres détenus sont libérés le 14; certains exilés reviennent dès le 23; auparavant il convoque les 20 et 21 les dirigeants des formations politiques et syndicales, leur remet un plan d'action pour un gouvernement d'union nationale et leur demande une réponse par écrit; le 30 avril, il ouvre la deuxième session parlementaire avec la volonté ferme de « sauvegarder et raffermir les institutions représentatives » et protéger « les acquisitions démocratiques ».

Si, en mai, aucun fait saillant n'est venu ponctuer cette atmosphère de « négociation aigüe » et de supputations sur le futur gouvernement, le mois de juin s'avère par contre riche en événements décisifs.

Le 7, le Roi publie un décret proclamant l'« état d'exception » prévu par l'article 35 de la Constitution, tout en prenant le peuple marocain à témoin : « Devant la double impossibilité de constituer un gouvernement d'union nationale et de dégager une majorité parlementaire, nous nous sommes trouvés en présence de deux options : rester fidèle aux vertus de la démocratie que nous avons toujours considérée comme la voie la meilleure et la plus efficace ou nous résigner au maintien d'un système parlementaire qui n'a donné lieu qu'à des discussions stériles et qui, s'il se perpétuait, porterait atteinte à cette démocratie même, à nos valeurs morales, à notre dignité et à notre génie créateur »

Le 8, le Cabinet Bahnini présente sa démission. Le nouveau gouvernement est présidé par le souverain.

Les négociations avec le pouvoir sont donc rompues et les hostilités entre « politiques » et « syndicalistes » sont réouvertes avec Basri comme cible privilégiée.

Octobre 1965 : enlèvement à Paris de Mehdi Ben Barka. L'appareil syndical observe d'abord le silence (24) en attendant que les choses soient claires, puis ordonne le 12 novembre une grève de 24 heures pour réclamer « la suppression de l'état d'exception, le remaniement du gouvernement qui doit avoir à sa tête une personnalité ayant la confiance du peuple ». Les fédérations « non disciplinées » se joignent, par contre, à la campagne de solidarité et de protestation menée par l'UNFP alors que le Bureau National de l'UMT était reçu à Ifrane par le Roi auquel fut remis un cahier des doléances de la centrale, portant en particulier sur le relèvement des allocations familiales dans le secteur privé.

Le 16 décembre l'*Avant-Garde* persiste et signe en réclamant de nouveau « un gouvernement responsable et jouissant de la confiance de la classe ouvrière ».

(24) L'UMT réagit le 5 novembre en ces termes : « les travailleurs ne sauraient admettre que le pays pour lequel ils ont tant sacrifié demeure le champ clos des rivalités internationales au profit de la féodalité. L'UMT appelle les travailleurs à renforcer leur vigilance et à se tenir prêts à répondre à tout mot d'ordre qu'exigera la situation ».

En attendant ce miracle, la classe ouvrière appuie ses revendications par de nombreuses grèves parfois tragiques : grève le 16 et 17 mars dans les mines de Jbel Aouam, grèves tournantes à Youssoufia dans les phosphates du 17 au 19 mars; A Touissit dans l'Oriental à partir du 31 mai; dans tous les centres de l'Office chérifien des phosphates les 22 et 23 juin, le 27 à Youssoufia; grève à la Société marocaine de construction automobile à Casablanca contre le licenciement de 31 ouvriers avec comme réponse du gouvernement la fermeture de l'usine; grève d'autobus à Casablanca le 9 septembre et dans diverses villes le 8 août; le 31 octobre les cheminots décident une grève de 60 heures, mais la direction transige avant la grève; grève totale à Royal Air Maroc le 22 décembre; grève de 48 heures à l'AGIP (Pétrole) de Casablanca le 21 mars; grève générale des minoteries le 27 décembre; grèves à l'Office du thé; grèves de vingt jours, en avril-mai des pêcheurs de Safi, premier port sardinier du Maroc; grèves dans les conserveries de Safi le 20 septembre; grève de 24 heures dans diverses maisons de vin le 24 octobre; grève d'un mois, à partir du 13 octobre, dans les tanneries Delécluse de Mohammedia; grève du 18 au 24 octobre à la General Tire; grève générale des artisans de Fès, etc.

Les grèves font souvent l'objet de vifs débats voire de violences entre « politiques » plus radicaux et « syndicalistes » plus responsables. C'est le cas notamment de celle de mai 1966 dans une carrière de Rabat où de violentes bagarres ont opposé ceux qui voulaient arrêter la grève et ceux qui voulaient la poursuivre. L'intervention des forces de l'ordre aidant, cette grève s'est finie tragiquement puisqu'il y eut un mort et onze blessés parmi lesquels le khalifa du gouverneur de Rabat (25).

### III. — 1967-1969 : LES VICISSITUDES DE LA NOUVELLE EXPÉRIENCE « UNITAIRE »

Pendant que le Roi renforce sa position sur le plan international, voyage aux Etats-Unis en février, et sur le plan national, séjour dans la province d'Agadir au mois d'août, et dans la région septentrionale en septembre, annonce d'une révision constitutionnelle en vue de la levée de l'état d'exception (26), l'opposition essaie tant bien que mal de reconstituer un puzzle auquel manquera toujours une pièce maîtresse. Cette fois le grand absent sera Mahjoud Ben Seddik, inculpé et condamné à la suite du télégramme adressé le 7 juin 1967 par ce dernier au cabinet royal dans lequel « l'UMT dénonce énergiquement l'appui constant et inconditionnel accordé par le gouvernement à une poignée de provocateurs sionistes contre l'ensemble de l'OCE (Office chérifien d'exportation). Une telle attitude du gouvernement dans les circonstances tragiques que traverse actuellement le monde arabe (« guerre des six jours ») constitue un défi aux sentiments du peuple marocain et est susceptible d'engendrer de graves conséquences au sein de la classe ouvrière qui ressent avec indignation le poids écrasant de l'impérialisme sur le pays et la domination du sionisme sur les centres névralgiques de décision de l'appareil de l'Etat marocain ».

(25) AAN, 1966, p. 330.

(26) Discours du trône du 3 mars.

Ce télégramme n'est en fait que la reprise d'un autre, de même nature, émanant du bureau syndical de l'OCE signé Abderrahman Ben Seddik, frère du secrétaire général de l'UMT. Espérant « couvrir » en quelque sorte son frère menacé d'arrestation, le patron de la Centrale a pris les devants en engageant l'UMT dans la bataille. C'était méconnaître la hardiesse du roi qui en faisant incarcérer Ben Seddik, voulait lui signifier qu'il était aussi vulnérable que ses comparses de l'UNFP. Tout comme pour l'enlèvement de Ben Barka, l'arrestation de Ben Seddik n'a guère soulevé d'émoi ni remué les foules.

Certaines mauvaises langues allaient jusqu'à propager des rumeurs machiavéliques sur une machination entre le pouvoir et le Chef de l'UMT visant à démontrer l'inanité des allégations de ceux qui reprochaient à Ben Seddik à la fois « opportunisme, déviationnisme et marchandages ». Ce sont les termes d'un communiqué publié conjointement par la fédération des PTT et par le syndicat national de l'Enseignement à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai.

Une atmosphère « unitaire » se crée. Abderrahim Bouabid contacte la direction syndicale pour rechercher des moyens d'action commune devant le coup porté par le pouvoir à l'UMT en la personne de son secrétaire général. Un congrès extraordinaire tenu le 27 juillet confirme Ben Seddik dans ses fonctions et la commission administrative de l'UNFP décide de créer un bureau politique tricéphale composé de MM. Abdallah Ibrahim, Abderrahim Bouabid et Mahjoub Ben Seddik incarcéré.

La décision d'unité rencontre l'opposition d'un grand nombre de militants et de cadres, qui tout en admettant le principe de l'unité, déclarent que le retour à la parité ne peut qu'entraver la marche du parti. Deux analyses s'opposaient.

— la première qui voit dans l'arrestation de Mahjoub Ben Seddik un événement de nature à modifier les relations de l'appareil syndical avec le pouvoir, et par voie de conséquence ses agissements à l'égard de l'UNFP.

— La seconde qui considère que ces agissements résultent de la nature des structures et des habitudes ancrées de l'appareil, structures auxquelles l'arrestation d'un membre de l'appareil ne peut rien changer.

Après des débats très durs à la base, les militants ont fini par admettre qu'il est de leur devoir d'exécuter la décision d'unité prise en août, et d'en faire un moyen de contact avec les ouvriers et syndicalistes de la base pour les intégrer aux cellules du parti.

Les membres des fédérations des PTT et de l'enseignement exclus par l'appareil et qui avaient refusé de dissoudre leur organisation, ont pour leur part, admis de réintégrer le cadre de l'UMT. Les négociations à ce sujet ont duré jusqu'en décembre 1967, en raison des garanties exigées par les militants, quant à la tenue de congrès démocratiques devant servir de critère à la solution des contestations relatives à la représentativité.

L'atmosphère unitaire est viciée par une méfiance et une vigilance accrues des militants qui veillent à maintenir l'activité des cellules en dehors des locaux communs et empêcher toute pénétration de l'appareil dans l'activité du parti. La crise ouverte reprend au niveau des organes provinciaux particulièrement à

Casablanca contre la commission provinciale à laquelle il est reproché de se comporter en inspecteur contrôlant surtout la discipline. Les élections dans des sections et la fédération de l'enseignement vont attiser le conflit. En effet les élections dans dix sections s'avèrent hostiles au groupe Medkouri Souheili, c'est-à-dire à l'appareil lui-même. La direction de l'UMT réagit en établissant une liste de onze noms qu'elle dépose au Ministère des PTT comme Bureau fédéral. Les avis de Mahjoub Ben Seddik, contacté en prison à ce sujet par son avocat et collègue au Bureau politique, Abderrahim Bouabid, ne changent rien au rejet des indisciplinés accusés de vouloir établir des bases à l'intérieur de la forteresse. Le caractère raisonnable du traditionnel défilé du 1<sup>er</sup> mai montre à quel point la vulnérabilité des leaders et des « zaim » n'est pas une fiction. Le roi connaît très bien son poids et sa force, les chefs de l'opposition vivent leurs faiblesses, savent qui est le capitaine du navire mais ignorent ou feignent d'ignorer que le capitaine sait que ses élèves se croyant des loups ne sont en réalité que les agneaux du sacrifice (27).

Si par moments l'UNFP manifeste par ses revirements une certaine magnanimité en écartant le cadavre de Mehdi Ben Barka du chemin du pouvoir, le roi, par contre, reste vigilant et méfiant envers ceux qui lui avaient déclaré la guerre depuis son accession au trône. Abderrahim Bouabid n'a-t-il pas estimé que « l'expérience que nous vivons actuellement au Maroc n'est pas une démocratie, mais un régime fasciste que quelques-uns veulent nous imposer » (28). Et Basri ne s'est-il pas exprimé publiquement et clairement : « Le but de notre mouvement populaire est de renverser un régime pourri ».

Certes le langage s'est beaucoup plus civilisé et assagi depuis, mais un discours moins virulent pourrait camoufler des intentions moins louables. L'UNFP sans « forces populaires » est acceptable au même titre que les innombrables partis, expression tangible d'une démocratie vigoureuse et pleine de vitalité.

Alliée aux « forces populaires » et/ou à la classe ouvrière l'UNFP pourrait être tentée par le démon de la puissance et prétendre à des négociations et des échanges égaux. Ce serait alors une remise en question des structures du pouvoir au Maroc. Le roi ne serait plus au-dessus des partis mais associé voir prisonnier d'un parti. La règle du jeu ne paraît plus alors respectée. Or réglementer c'est contenir. Contenir tout ce qui pourrait constituer une menace pour les institutions en se retirant de l'échiquier.

L'échec de la dernière expérience parlementaire, si elle servait le roi, desservait l'UNFP dont la tactique évidente était de porter le maximum de pression sur le roi à défaut d'être associée au pouvoir. Le roi n'avait aucun mal à démontrer l'inutilité d'une assemblée où les marchandages, invectives et chantages de tous ordres se sont donné libre cours sans vergogne. Laisser retransmettre des débats de cette nature devait probablement répondre à un

(27) Octave MARAIS, « Les relations entre la Monarchie et la Classe dirigeante au Maroc », *Revue Française de science politique* (6), décembre 1969 : 1172-1186.

(28) Discours prononcé lors du meeting tenu par l'UNFP à Rabat le 28 mai 1960.

désir de faire discréditer et l'institution et les partis (29). L'opposition et l'UNFP, en particulier, cherchant à peser dans le jeu politique royal, a enfreint la règle du jeu et contraint ce dernier à revenir à « l'expérience de pouvoir absolu exercé directement par la monarchie » (30).

L'épisode des élections communales d'octobre 1969, caractérisé par un semblant d'unité UMT-UNFP exprimé le 1<sup>er</sup> mai, le retentissant « vive l'Union nationale des forces populaires » lancé par Abderrahim Bouabid et Mahjoub Ben Seddik et repris par la foule dans une unanimité qui rappelle le temps jadis, sera de courte durée. Le refus de la « falsification » et le combat pour la réalisation des conditions objectives d'une démocratie réelle garantissant à chaque citoyen le droit de participer d'une façon consciente, organisée et responsable à la gestion des affaires publiques (UMT) et le boycott du scrutin (UNFP) seront les dernières actions publiques communes. En effet, les enlèvements opérés dans les rangs de l'UNFP en décembre suffiront à ranimer le conflit latent UNFP-UMT. La réunion du Secrétariat général provoquée pour prendre position sur la nouvelle vague de répression et organiser la solidarité n'aboutit qu'au renvoi de l'affaire au Bureau politique (Ibrahim-Bouabid-Ben Seddik). L'appareil syndical reprend ses distances pour ne pas avoir à cautionner « les aventuristes ». Bouabid et Yazghi tentèrent en vain de réactiver le Bureau politique. Toujours est-il qu'en janvier 1971, prend fin l'instruction devant le Tribunal militaire pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et que les accusés sont transportés et déférés devant le tribunal de Marrakech. Mahjoub Ben Seddik, sollicité pour publier un communiqué au nom de l'UNFP, se réfugie derrière la « Koutla watania » espèce de front national des états majors de *trois organisations distinctes* : l'Istiqlal, l'UMT et l'UNFP, constitué en juillet-août 1970.

Le procès de Marrakech s'ouvre en juin 1971. Le 10 juillet suivant les militaires font irruption au Palais de Skhirat où toutes les hautes sphères étaient réunies pour célébrer l'anniversaire du roi : on sait que la fête tourna en massacre. Le coup d'État échoua et la classe politique comprit alors qu'elle devait resserrer ses rangs face à l'aventure militaire qui risquait de l'éliminer.

Si le 10 juillet fut un moment de vacance du pouvoir et a mis à nu les contradictions qui rongent de l'intérieur le régime, l'après 10 juillet ne fera qu'accentuer ses contradictions internes (31).

(29) Pressé de questions orales sur les mesures de redressement financier, impopulaires certes, le gouvernement ne peut répondre qu'en assimilant les députés UNFP à des traîtres. Les ministres les mettent en demeure de se désolidariser de Ben Barka et de leurs amis impliqués dans le complot et la guerre des frontières.

(30) Dans son rapport d'activité à l'adresse des délégués au 2<sup>e</sup> Congrès de l'UNFP (25-27 mai 1962), A Bouabid brossait un tableau sombre de l'évolution depuis « l'expérience de pouvoir absolu exercé directement par la monarchie ».

(31) BEN BARKA écrivait dans son *Option révolutionnaire au Maroc* : « il est vrai qu'Hassan II s'est servi de l'armée plus d'une fois pour réduire les forces populaires... Lorsque la situation s'aggravait, le Roi sentait qu'il n'aurait finalement en face de lui que les éléments dominants de l'armée. Ces hommes sont au service de leurs intérêts, de leurs propres alliances et, par conséquent, ne sont pas ses hommes; ils sont les siens dans la mesure où il accepte d'être le leur. Il pourrait être leur allié d'hier et craindre de devenir leur prisonnier demain ».

Cette critique par les armes va peser sur l'ensemble de l'élite qui va chercher à ressouder les fissures en réactivant le Front national pour se présenter en position de force aux négociations avec le roi.

Les discussions porteront sur l'alternative suivante :

— ou bien une période transitoire, n'ayant d'autre objet que la mise en place d'institutions authentiques, c'est-à-dire la formation d'un gouvernement ayant pour tâche de veiller à l'authenticité des élections;

— ou bien un gouvernement totalement homogène de la Koutla (Istiqlal, UNFP, UMT), disposant de tout l'appareil d'administration pour exécuter son programme, le roi s'engageant solennellement à la promulgation de tous les textes législatifs nécessaires à l'action du gouvernement.

Le roi ne cédant pas sur ses prérogatives, l'UMT qui veut « aboutir » pousse à la solution « contractuelle », selon l'ancienne formule du gouvernement Abdallah Ibrahim mais se heurte au refus de l'Istiqlal et de l'UNFP.

Certains spécialistes se sont empressés à conclure après certaines mesures prises fin 71 — début 72 (comme l'augmentation des salaires de la classe ouvrière, l'ouverture vers les partis de la bourgeoisie, grande et petite) à la libéralisation du régime. En fait, le régime n'a jamais cessé d'être libéral. La pratique du dosage mesuré entre la carotte et le bâton lui a permis de mettre sur pieds un édifice somme toute assez solide puisqu'il résiste à des secousses qui, pour être passagères, n'en sont pas moins violentes.

S'il semble avoir tendu assez souvent la main à la classe ouvrière par Ben Seddik interposé, c'est pour mieux la desservir, d'une part en l'isolant (politique du pain, avortement des grèves importantes comme la grève générale des fonctionnaires, aggravation du conflit UMT-UNFP au grand soulagement de la classe politico-sociale au pouvoir) et en la neutralisant, d'autre part (création d'une Union Marocaine du travail autonome en 1970 pour mobiliser les « masses silencieuses »).

La fin de l'année 1972 et le début de 1973 furent marqués par une nette recrudescence des luttes ouvrières et paysannes et une ferme volonté de l'Etat pour y mettre fin.

Le 24 janvier 1973, l'Union nationale des Etudiants du Maroc est dissoute. Quelques jours plus tard, des colis piégés furent expédiés à Omar Benjelloun et à Mohamed El Yazghi, blessant grièvement ce dernier. Cette action fut suivie d'une campagne de répression en 1973-74 au cours de laquelle les tribunaux ont prononcé des peines allant de l'emprisonnement ferme à la condamnation à mort. Plusieurs membres de la Commission administrative de l'USFP furent emprisonnés ou contraints à l'exil et le parti lui-même suspendu pour une période indéterminée.

1974 sera la période du second souffle avec la question du Sahara et la reformulation d'un nouveau sentiment national unanime pour déjouer les manœuvres des voisins et de l'Espagne. Cette ère de redynamisation de la vie politique répond à une volonté de l'Etat de réactiver les instruments de régulation sociale que sont les syndicats et les partis en général et ceux de

l'opposition en particulier. Mais les surenchères sur la question nationale n'arrivent pas à occulter les conflits sociaux aggravés par l'effort de guerre demandé à la nation et dont les plus démunis paient les frais.

Ce sont le plus souvent les revendications de salaires qui provoquent les grèves, la hausse des prix tendant à annuler progressivement les avantages acquis.

Dans son discours du 1<sup>er</sup> mai 1974, Mahjoub Ben Seddik a souligné « l'affaiblissement du pouvoir d'achat des masses populaires ». Et c'est dans un contexte extrêmement difficile que les ouvriers des phosphates déclenchent une grève le 28 janvier 1975 à Khouribga. Le 20 mars, n'ayant toujours pas obtenu d'augmentation de salaires, les mineurs ont fait appel aux organisations syndicales et politiques en vue de mettre fin aux abus dont ils sont victimes. *Al-Mouharrir*, organe de l'USFP désigne nommément l'UMT comme responsable de cette dégradation en l'accusant d'avoir fait longtemps, par son silence, le jeu de l'OCP (32).

#### IV. — UNITÉ NATIONALE ET SEGMENTATION SYNDICALE

L'unanimité nationale et son corollaire la libéralisation politique n'ont jamais signifié la réconciliation nationale et le regroupement d'un large front démocratique. Au contraire, d'un côté les frères ennemis du mouvement national mettront à profit cette libéralisation pour attiser leurs conflits et accentuer la segmentation, de l'autre côté la réaction en assassinant Omar Benjelloun infligera un avertissement ferme à ses amis de l'USFP.

Omar Benjelloun a commencé à militer dans le mouvement étudiant où il assumait des responsabilités de premier plan : président de la fédération de France de l'UNEM (Union Nationale des Etudiants du Maroc) et de l'AEMNA (Association des Etudiants Musulmans Nords-Africains). Ayant terminé ses études (licence en droit, DES et Ecole des Télécommunications), il regagna le Maroc pour occuper les fonctions de directeur régional des PTT à Casablanca, puis à Rabat. Membre de la Commission administrative de l'UNFP depuis le congrès de 1962, il se consacra surtout à l'action syndicale au sein de la fédération des PTT. Il mène alors une lutte acharnée contre l'orientation opportuniste de l'UMT qui commençait déjà à se manifester. Cela lui valut d'être enlevé et séquestré pendant plusieurs jours durant lesquels il subit des sévices. Le gouverneur de Casablanca obtint ensuite l'affectation de Benjelloun à Rabat. Délégué au troisième congrès de l'UMT, il fut à nouveau enlevé devant la salle du congrès et enfermé dans une cave. Cependant, dès après le congrès, la fédération des PTT décidait de s'organiser en fédération autonome de l'UMT. Plus tard, Omar Benjelloun sera parmi les principaux inculpés du complot de juillet 63, condamné à mort puis grâcié. Il sera libéré au lendemain des émeutes de mars 1965. Il reprend aussitôt ses activités au sein de l'UNFP, où il se consacre aux tâches d'organisation, notamment des cellules d'entreprises, ce qui le classe en tête des

(32) *Al-Mouharrir*, du 21 février 1975.

ennemis de la direction de l'UMT. Il est à nouveau arrêté le 15 mars 1966. Les organes du parti ne se sont pas embarrassés de nuances pour désigner les responsables de cet acharnement sur « ce grand militant qui a mis sa culture et sa vie au service des classes laborieuses ». « Il s'agit de « mettre à l'ombre » un témoin gênant et nullement passif, au moment où une caste corrompue cherche à entraîner les syndicats ouvriers dans certaines alliances douteuses et dans le défaitisme le plus sordide. Nul doute, en effet, que l'emprisonnement d'Omar Benjelloun profite aussi bien au pouvoir qu'à certains éléments qui sont encore à la tête de l'UMT, et, où de tergiversations en compromissions et de compromissions en trahisons, en sont venus à défendre leurs privilèges par n'importe quel moyen, y compris la collaboration — « objective » ou déclarée — avec des criminels de l'espèce d'Oufkir » (33).

Omar Benjelloun sera condamné en juin 1966 à un an prison et interdit de séjour à Casablanca et Rabat.

La disparition d'Omar Benjelloun va non seulement attiser le conflit entre le parti et le syndicat mais précipiter les événements jusqu'à l'irréversible décision de création d'une nouvelle centrale concurrente, donc une nouvelle segmentation de la classe ouvrière.

C'est ainsi que l'UMT a été l'objet de vives critiques à l'occasion de son 21<sup>e</sup> anniversaire, de la part d'*Al-Mouharrir* (34) qui accuse sa direction d'avoir suivi « une politique d'attentisme opportuniste qui a ruiné le dynamisme et la puissance de l'organisation et semé la division au sein de la classe ouvrière ». Harcelée continuellement sur sa gauche par l'USFP, attaquée souvent sur sa droite par l'Istiqlal, l'UMT finit par perdre du terrain sur sa droite notamment aux phosphates où sa concurrente UGTM, affiliée au parti de l'Istiqlal, emporte nettement les élections des délégués du personnel, et sur sa gauche avec la création d'un « Syndicat national des travailleurs des phosphates » proche de l'USFP. Cette lente usure de la plus importante Centrale syndicale n'a rien de surprenant.

Le syndicat national des travailleurs des phosphates est le fruit d'une lente guerre d'usure qui, certes, visait la bureaucratie syndicale mais objectivement portait atteinte à l'unité de la classe ouvrière. Le retrait des militants des syndicats de l'enseignement secondaire et supérieur du congrès organisé en juillet 76 par la fédération de l'enseignement, affiliée à l'UMT, et la constitution d'un Syndicat national de l'Enseignement était le prélude à l'éclatement et l'atomisation de la plus grande centrale africaine.

Le seul secteur de l'enseignement se retrouve représenté par trois syndicats :

— la Fédération nationale de l'Enseignement affiliée à l'UMT et liée idéologiquement à l'UNFP;

— la Fédération autonome de l'Enseignement affiliée à l'UGTM résultant de la première attaque conduite par le parti de l'Istiqlal (35);

(33) UNFP, *Bulletin d'information du Maroc*, mars-avril 1966, n° 4-5.

(34) *Al-Mouharrir*, du 22 mars 1976.

(35) le dahir du 29 octobre 1960 reconnaissait officiellement l'UGTM, brisant ainsi « l'unité de la classe ouvrière » respectée jusqu'alors par le Roi.

— le Syndicat national de l'Enseignement, fruit de la guerre d'usure menée par les partisans d'un syndicalisme engagé où le parti seul peut « prétendre détenir la boussole politique, élaborer et déterminer la ligne d'action pour tout le mouvement révolutionnaire dans notre pays ». Il est très clairement précisé que les cadres et militants du parti veilleraient à assurer « l'intégration » des luttes des autres organisations de masse dans « la perspective d'ensemble dessinée par le parti, l'organe politique par excellence ». La plupart des cadres et militants du SNE sont des membres actifs de l'USFP.

La trêve sociale quelque peu observée ces derniers temps pour le parachèvement de l'indépendance nationale (Sahara) semble battue en brèche avec notamment une action de grande envergure à l'initiative du syndicat national de l'Enseignement. Les 11 et 12 avril 1978, 100 000 enseignants et 30 000 employés du secondaire et du primaire sont concernés par un mouvement suivi à 95 % au moins (36). N'en déplaise au parti de l'Istiqlal qui a qualifié cette grève de « politique » dans une longue polémique contre le SNE et l'USFP, ce conflit était avant tout motivé par des problèmes administratifs d'échelles, de promotion interne, d'examens, d'intégration, etc., qui auraient pu être facilement réglés dans une conjoncture moins difficile (37). Les enseignants furent tout simplement taxés d'ennemis publics et leur mouvement qualifié d'inutile, de nuisible, d'inopportun voire de subversif.

Les enseignants n'étaient pas seuls à rompre la trêve sociale. Citons parmi les principales grèves, celle de 10 000 mineurs des phosphates commencée le 28 décembre 1977, suspendue le 19 janvier et reprise les 12 et 13 avril pour appuyer leurs revendications salariales; grève des transports pour protester contre les abus de pouvoir manifestes que sont les retraits de permis de conduire, déclenchée les 18 et 19 avril; grève des employés de l'OCE à Casablanca et des ouvriers et cadres de la SAMIR à Mohammedia; grève des cheminots pour la revalorisation de 15 % de leurs salaires, du 25 au 27 mai; grève des mécaniciens au sol de la compagnie Royal Air Maroc qui amène une intervention des forces de l'ordre; grève des ouvriers de la fonderie de plomb d'Oued Heimer, dans la région d'Oujda du 17 juillet à fin août, etc.

Tous les mouvements sociaux ont pour corollaire la constitution de nouveaux syndicats et leur unification en une nouvelle confédération. C'est ainsi que les 25 et 26 décembre, à Casablanca, les responsables et délégués de huit syndicats, appartenant auparavant à l'UMT, ont décidé de créer la « confédération démocratique du travail » (CDT). Elle est dirigée par un collectif de treize membres et a pour secrétaire général un enseignant M. Mohammed al-Amaoui. Dans un appel à la classe ouvrière, le comité de coordination du congrès a mis en cause « l'appareil syndical bureaucratique corrompu », auquel il reproche « une collaboration répréhensible avec la réaction et le patronat » et le non respect des règles démocratiques qui imposent de réunir les congrès nationaux selon la périodicité fixée par les statuts.

(36) Cf. AAN I, p. 763-768.

(37) Le 20 les enseignants du supérieur et des grandes écoles s'associent à cette action pour la démocratisation des structures universitaires (élections, participation, application du dahir réformant l'université, plan de formation...) et le statut juridique des enseignants.

Cette violente attaque contre l'UMT rappelle à plusieurs égards l'animosité qui avait présidé à la scission du parti de l'Istiqlal.

La CDT fait donc son entrée par la grande porte de l'activisme syndical pour exprimer les espoirs déçus des travailleurs trahis par une bureaucratie plus attachée à préserver ses privilèges qu'à dynamiser l'action sociale. Il est vrai que l'inflation et la récession, aggravées par les dépenses de la guerre du Sahara offrent sur un plateau à la CDT les motifs du durcissement de l'agitation sociale (38). L'impopulaire blocage des salaires s'accompagne d'un chapelet de grèves d'autant plus dures que la CDT entend frapper fort et tirer profit du réel mécontentement des salariés. A Mohammedia, les ouvriers des établissements industriels déclenchent un arrêt de travail de 24 heures par solidarité avec les grévistes de l'Office National de l'électricité dont la grève dure depuis un mois. Du 4 au 19 janvier, dix mille cheminots se mettent en grève pour protester contre la non-application d'un accord conclu en juin 1978 avec les syndicats sur le réajustement de 15 % des salaires. Les dockers de Casablanca commencent le 30 Janvier une grève illimitée. 4 000 mineurs de Djereda cessent le travail pendant deux semaines en février; 2 000 ouvriers du BRPM débraient à trois reprises pour plusieurs jours; les employés de banques se mettent en grève du 21 au 24.

Les enseignants commencent par observer plusieurs mouvements de grèves en février (39) pour ensuite déclencher en avril des grèves répétées de 48 heures. La fédération autonome de l'enseignement, proche de l'Istiqlal dénonce l'attitude du SNE et se joint à la confédération des associations de parents d'élèves pour exhorter les enseignants à faire preuve de civisme en renonçant à une grève aux conséquences dramatiques pour des centaines de milliers d'élèves. Les forces de l'ordre sont d'ailleurs intervenues dans certains établissements scolaires.

Devant la gravité de la situation sociale le roi Hassan II intervient personnellement et donne des directives pour qu'une concertation s'engage entre les responsables des secteurs publics et privés et les centrales syndicales. Répondant à l'appel du roi, l'union syndicale interbancaire UMT invite le 2 mars le personnel des banques à reprendre le travail. De leur côté l'UGTM, l'USTL (union syndicale des travailleurs libres) et de l'UTM (union des travailleurs marocains) affirment leur intention de boycotter la décision de la CDT de déclencher le 7 mars une grève dans le secteur bien malade de la santé publique.

La CDT a harcelé les autorités gouvernementales pour engager le dialogue et la concertation sur les revendications économiques et professionnelles les plus urgentes des travailleurs. En dépit d'une vague d'arrestations qui toucha bon nombre de ses responsables, elle persista dans sa volonté de dialogue. A l'issue

(38) Hausse des prix due à une conjoncture économique internationale difficile et aux dépenses militaires entraînées par la guerre du Sahara, aggravée par une série de mauvaises récoltes dans les années précédentes (commande de 100 000 tonnes de blé aux USA, coût 11 millions de dollars payables en 25 ans au taux de 3 %).

(39) Du 5 au 7 les instituteurs et professeurs du secondaire, le 6 et 7 les universités; à nouveau le 14 dans le primaire et le secondaire; du 21 au 24 dans le supérieur; reprise du mouvement les 13 et 14 mars. En avril le SNE déclenche des grèves renouvelables de 48 heures à compter du 10 jusqu'à satisfaction des revendications portant sur le réajustement des salaires et les problèmes d'avancement du corps enseignant et du personnel administratif.

d'une grève de 48 heures du secteur de l'enseignement et de la Santé les 10 et 11 avril 1979, plus de 1 600 travailleurs de ces secteurs furent licenciés ou suspendus.

Les hausses des prix des denrées de base auxquelles le gouvernement a procédé entre 1979 et 1980 et la dégradation du pouvoir d'achat des salariés ont amené la CDT à prendre l'initiative des négociations avec le gouvernement. Le Premier Ministre s'est engagé à ouvrir le dialogue avec la CDT pour l'étude du dossier syndical gelé depuis avril 1979. Le 25 avril 1981, le Bureau exécutif de la CDT, adressa un second memorandum au Premier ministre dressant l'état économique et social du pays et soulevant les réactions qui entravent l'exercice libre et légal des libertés syndicales. En dépit de l'exaspération des conditions difficiles de subsistance pour la majorité de la population le gouvernement ne prit aucune mesure pour désamorcer l'explosion sociale qui couvait. Au contraire, un mois après, le gouvernement annonce par un communiqué de la MAP, publié le 28 mai, des hausses particulièrement brutales allant jusqu'à 85 % des prix de détail du sucre, de l'huile, de la farine, du lait et du beurre.

L'USFP réunit le 31 mai son comité central et publie le même jour une déclaration estimant que la situation était parvenue à un degré de difficulté et de crise sans précédent. L'USFP exige l'annulation des décisions du 28 mai et fait porter au gouvernement la responsabilité des conséquences qui pourraient en découler. Le Premier secrétaire déclare devant le Comité Central que « jamais de décisions aussi graves ne furent prises avec autant de légèreté et d'arbitraire ».

Le 2 juin, la CDT appelle les travailleurs à la mobilisation générale pour « faire revenir les responsables sur les dernières hausses et exiger la satisfaction du cahier revendicatif ».

Le 6, à la suite de manifestations hostiles, le gouvernement réduit de moitié les hausses après « un examen objectif des aspects de la question et de ses répercussions ».

Cette réduction partielle des taxes des hausses ne changera rien à une situation sociale qui exigeait en fait une amélioration du pouvoir d'achat des couches populaires. C'est la raison pour laquelle l'USFP et la CDT ont continué à exiger l'annulation totale des augmentations arrêtées le 18 mai. La réduction de moitié était en réalité sans effet. Aussi le mécontentement avait-il persisté et déjà des manifestations de protestation étaient signalées dans l'Oriental, à Oujda et Berkane où elles avaient pris des formes violentes.

Le Conseil National de la CDT réuni le 7 juin réclame l'annulation des hausses dans un délai de 7 jours et l'ouverture d'un dialogue sur le dossier syndical. Il rappelle en outre que la CDT « prendra les mesures nécessaires dans le cas où le gouvernement s'entêterait dans ses décisions ».

Le 8 juin, le Bureau exécutif de la CDT, tient une conférence de presse à laquelle prennent part des journalistes de la presse nationale et internationale. M. Noubir Amaoui, secrétaire général du Syndicat signale qu'entre septembre 1980 et mai 1981 le maintien du niveau de consommation des denrées de base exige une augmentation du budget de consommation de chaque ménage de 31

à 36 %. Il réitère les positions du Conseil National et annonce qu'une lettre a été adressée au Premier ministre demandant l'annulation des hausses dans un délai d'une semaine.

La CDT prit entre temps l'initiative d'appeler les autres centrales syndicales à une action commune. Ni l'UMT ni l'UGTM n'y répondirent. Le 15 juin la CDT décide une grève générale de vingt-quatre heures dans l'ensemble du pays pour le samedi 20 juin. Le 16 juin, l'Union régionale de Casablanca de l'UMT appelle à une grève à Casablanca pour le jeudi 18 juin.

Au parlement, le groupe de l'USFP dépose le 16 juin un projet de résolution exigeant l'annulation des hausses et proposant une série de mesures palliatives. Le 17, il adresse à chaque député un appel l'invitant à appuyer la résolution de l'USFP : « ou bien pousser le gouvernement à éviter à notre économie le chaos et à revenir sur des décisions éhontées, ou bien cautionner de telles décisions par le silence et la fuite en avant ».

#### LA GRÈVE DU 20 JUIN ET LES ÉVÈNEMENTS DE CASABLANCA

La grève générale de vingt-quatre heures a été très largement suivie dans l'ensemble du pays dès les premières heures de la matinée. En fin d'après-midi des heurts violents ont opposé dans les quartiers populaires de Casablanca, notamment aux Carrières centrales, à Derb Ghallef, à Sidi el bernoussi, à Sbata et à la route de Médiouna, les forces de l'ordre appuyées par la gendarmerie et les grévistes auxquels s'était mêlée cette armée de deshérités dont les rangs grossissent avec l'affluence de tous les chômeurs déguisés, ceux qui s'occupent de petits métiers saisonniers, instables et aléatoires (porteurs, revendeurs, cireurs, domestiques).

Dans un communiqué diffusé par la presse dès dimanche matin, le ministre de l'intérieur déclarait : « le mot d'ordre de la CDT n'avait été que partiellement suivi et... le mouvement de grève a été dans son ensemble un échec total. Devant cet échec, certains meneurs se sont adonnés à Casablanca à des actes de provocations en suscitant des manifestations sur la voie publique. Des manifestants se sont ensuite répartis en plusieurs groupes qui, se partageant la tâche, ont entrepris d'attaquer des entreprises commerciales et ont pillé et incendié divers quartiers périphériques » (40).

Les observateurs étrangers s'accordent par contre à reconnaître que la grève a été suivie dans l'ensemble du pays et dans l'ensemble des secteurs. Après un premier article publié le 22 juin où il annonce le succès de la grève, le correspondant du journal *Le Monde*, réitère le 1<sup>er</sup> juillet la même déduction : « si le nombre des victimes n'a pas été clairement établi, une chose est certaine; la grève d'avertissement lancée par la CDT (fondée en 1978) pour protester contre la hausse des prix de base a été un succès : elle a été largement suivie parce qu'elle exprimait l'exaspération populaire ». Cette grève a bel et bien marqué l'histoire du mouvement syndical au Maroc. Si par le passé on a relevé des luttes

(40) Selon les autorités cinq banques ont été pillées de même que de nombreux magasins. Cf. *Le Monde* du 23/6/81.

ouvrières de grande ampleur, le 20 juin, le grève était économique et sociale. Ce qui donnait plus d'intensité à ce mouvement de grève c'est incontestablement la participation des travailleurs du secteur public et la fermeture du petit et moyen commerce. Pour la première fois dans l'histoire du Maroc indépendant, la grève sort des secteurs industriels et s'empare des aspects de la vie quotidienne malgré toutes les réactions et les entraves à l'action de mobilisation.

C'est en début d'après-midi que les forces auxiliaires, la gendarmerie et enfin l'armée sont entrées en action appuyées par des auto-mitrailleuses et en certains points par des blindés. A la tête des manifestants venus des bidonvilles se trouvaient des enfants et des jeunes désœuvrés ou exaspérés par leur échec à la première session du baccalauréat. Ils avaient appris, le 15 juin, qu'il y avait 84,23 % de recalés. Le correspondant du journal *Le Monde* rapporte que ce sont surtout les jeunes qui ont commencé à lapider la police, à la couvrir de lazzi et d'injures et à lancer les slogans les plus subversifs, dont certains s'en prenaient à la monarchie.

« Dans mon quartier, explique un jeune chômeur de vingt-deux ans, la violence a commencé vers neuf heures du matin, lorsque les gens ont vu que les autobus circulaient. Il ont alors compris que le gouvernement voulait saboter la grève pour couler la CDT, qui est beaucoup plus virulente que l'UMT. Ça les a excités, et les enfants, la plupart âgés de moins de quinze ans, ont jeté des pierres sur les autobus, les arrêtant avant d'y m'ettre le feu... *Parmi nous il y avait beaucoup de gens miséreux, venus des bidonvilles. Ils n'avaient jamais entendu parler des syndicats*, mais ils ont voulu profiter de l'occasion. Ils se sont alors mis à racketter les automobilistes, à incendier leurs voitures et à piller les magasins. En même temps, ils jetaient des pierres aux policiers des forces auxiliaires qui sont restés un certain temps sans réagir. Vers midi, l'armée a relevé la police et a immédiatement commencé à tirer à blanc sur nous. Certains manifestants étaient complètement surexcités. Ils avançaient vers les soldats, des pierres à la main, en criant « Tuez-nous, tuez-nous ! ». On aurait cru qu'ils voulaient se suicider. L'armée a alors ouvert le feu, au fusil et à la mitrailleuse. Cela a été d'une violence incroyable, indique-t-il, un de mes copains, âgé de quatorze ans, a reçu une balle en pleine tête et sa cervelle a littéralement explosé sous mes yeux. Les affrontements ont duré jusqu'à 21 heures. Toute la nuit, des tanks ont patrouillé dans le quartier et des voitures de police munies de haut-parleurs passaient et repassaient dans les rues en ordonnant aux gens de remettre aux autorités leurs parents ou amis blessés ainsi que les cadavres de ceux qui avaient été tués pendant la manifestation » (41). Quel que soit le bilan de ces sanglantes manifestations (soixante six ou plus de six cents voire un millier de morts selon les sources) elles rappellent l'explosion de violence dont fut le théâtre la capitale économique du pays le 23 mars 1965. A ce titre un certain nombre d'observations s'imposent :

1) Les événements de 1965 s'inscrivaient certes dans une conjoncture économique et sociale difficile mais n'avaient pour détonateur qu'une simple circulaire du Ministre de l'Education Nationale limitant l'âge d'accès au second cycle du secondaire.

(41) *Le Monde*, 27 juin 1981. Souligné par nous.

2) La manifestation des lycéens avait dégénéré lorsqu'elle fut rejointe par des milliers de sans-revenus telle une foule en furie de la ceinture des bidonvilles casablancais.

3) Les symboles de la richesse et de l'oppression économique furent lapidés sans ménagement par ces damnés de la terre auxquels ne restait comme moyen d'exprimer leur désarroi et leur colère que la violence.

4) Ni les syndicats, ni les partis politiques, ni les autorités n'étaient en mesure de prévoir ce déferlement, encore moins de le juguler si ce n'est par une contre-violence.

5) Aucun mouvement politique ou syndical n'est intervenu pour canaliser ces foules et leur offrir l'instrument capable de transformer ces énergies diffuses en un vaste courant de rénovation.

6) La scène politique occupée par les déshérités et les forces de l'ordre était désertée par les légitimes représentants des aspirations des masses populaires.

7) L'énorme abîme qui sépare l'intention de l'action trouve encore une fois son application dans une situation où l'empirisme comme théorie et l'absence de stratégie comme stratégie dénotent ce besoin constant de « conciliation » entre deux lignes contradictoires : un combat réformiste, avec ce que cela implique comme collaboration et alliances, et avec toutes les conséquences quant à « la ligne de masse et à la ligne organisationnelle » et une violence qui se soumet absolument à la ligne réformiste.

8) « Dieu a placé le Roi sur le trône pour sauvegarder la monarchie »... et a placé les partis à la direction politique des syndicats pour être les régulateurs de cette sauvegarde.

9) Ni l'Etat, ni les partis-syndicats ne semblent être en mesure de contrôler ces non-recensés, ces sans-revenus, ces sacrifiés des bidonvilles grossis par un flot ininterrompu des campagnards en mal de subsistance dans les villages où ils sont nés.

10) Si Dieu et le commandeur des croyants ont jusque là protégé le Roi de tous les périls, serait-il toujours assuré de leur protection face aux menées subversives d'un Mollah ou d'un Mahdi qui trouverait les accents capables de s'attacher et de contrôler tous les laissés pour compte de la société et tous les oubliés des bidonvilles et des quartiers populaires ?

## CONCLUSION

Dans une de ses conférences, le président Abdallah Ibrahim a expliqué que depuis plus de 3000 ans l'histoire du Maghreb a toujours buté sur une éternelle contradiction : l'esprit profondément anarcho-démocratique des masses et leur éternelle aspiration à l'unité nationale. Cette unité a souvent été réalisée, non pas sur la base réaliste d'une fédération des républiques que constituaient les tribus, mais sur la base de l'emprise totale d'une tribu sur les autres, dans un système féodal et totalitaire bientôt condamné par le réveil de l'anarchisme

tribal. Deux conséquences : le pouvoir national n'a jamais été populaire mais fondé sur la conquête et l'encadrement de l'administration par les éléments dynastiques; bien entendu les mouvements politiques d'opposition, par corrélation, n'ont jamais eu le caractère national. Il y a eu des mouvements de masse à caractère national, le mouvement donatiste, le mouvement kharejite, le mouvement soufi. Mais sous couverture religieuse, ces mouvements ont toujours été de révolte contre l'occupation étrangère (les Romains, la féodalité arabe, l'occupation portugaise et espagnole); ils n'ont jamais eu comme but le pouvoir lui-même.

L'indépendance, en 1955, a, pour la première fois dans l'histoire, amené une monarchie qui a reçu le consensus populaire et un parti politique national dans le sens géographique et social, et exigeant le partage du pouvoir avec le Roi.

Certes, dans la lutte pour le pouvoir total ou le partage du pouvoir, la monarchie a coiffé les partis au poteau; outre la force, elle a utilisé diverses raisons de légitimité : la religion, l'histoire et le nationalisme (action contre l'occupant étranger).

Mais le Maroc, s'il stagne politiquement, socialement et économiquement depuis l'indépendance, n'en a pas moins vécu de profonds changements dans sa démographie, dans la composition de ses classes sociales et dans la mentalité des citoyens.

La génération qui a vécu la lutte nationale s'est bien rétrécie jusqu'à devenir minoritaire dans ce pays où 70 % des citoyens ont moins de 30 ans. Et la notion de légitimité qui a fait ses beaux jours pour le maintien ou pour l'acquisition du pouvoir, au sein de l'Etat et des partis n'a plus sa valeur magique pour la majorité du peuple marocain composé de jeunes.

A moins de changement total de philosophie et de structures, l'Etat ne peut plus résoudre aucun problème auquel se trouve acculé le pays. La répression elle-même ne signifie plus rien et ne résoud rien. Les partis actuels eux-mêmes, à moins de changement, se verront rejetés par l'histoire.

Depuis 1962, deux blocs se sont toujours affrontés au sein de l'UNFP : d'un côté les syndicalistes, groupe monolithique, uni et discipliné et de l'autre côté les non-syndicalistes, divisés entre diverses tendances mais néanmoins unis contre les syndicalistes. Les positions théoriques étaient les suivantes :

— pour les non-syndicalistes, le Maroc étant en situation révolutionnaire, le syndicat ne doit être, suivant l'expression de Lénine qu'une « courroie de transmission » des directives du parti; le syndicat doit s'engager totalement dans la lutte politique et non perdre ses forces dans de vaines revendications économiques qui, dans le contexte du régime, ne signifient qu'un renforcement de ce régime.

— pour les syndicalistes, situation révolutionnaire ou pas, le syndicat n'a rien à voir avec le parti; si certains syndicalistes se sont engagés au sein de l'UNFP, c'est à titre strictement personnel et par là-même ils ne peuvent engager l'organisation syndicale qui, pour sa survie a besoin de luttes économiques, de la liberté partisane et de son indépendance absolue vis-à-vis et des partis et du pouvoir; les prises de position politiques du syndicat ne reflètent pas un suivisme

de celles du parti, mais simplement le minimum sur lequel s'est mis d'accord l'ensemble de la classe ouvrière, quel que soit l'apolitisme ou la diversité partisane des syndiqués. Comme pour l'autre tendance, les syndicalistes ont attaqué leurs adversaires et raillé leur confusion idéologique en les traitant de « Marxa et Nitcha » et ont crié qu'ils refusaient de laisser des ambitieux, la « gauche bancaire », accéder au pouvoir sur le dos des travailleurs, etc.

Sans refaire ici une analyse des classes sociales, on peut noter : la faiblesse et le déclin de la féodalité classique; la non-homogénéité et le manque de conscience de classe de la paysannerie pauvre; le renouveau du colonat agraire national; la montée mais encore faible de la bourgeoisie industrielle; la désorganisation de la petite bourgeoisie mercantile ou artisanale, l'inorganisation du lumpen-prolétariat; la puissance de la bureaucratie d'Etat (fonction publique et services concédés); la puissance de la classe ouvrière organisée en syndicat.

Il faut noter que le véritable pouvoir économique est entre les mains de l'Etranger (production industrielle, extraction, circuits commerciaux et internationaux). Mais les classes sociales nationales qui partagent ce pouvoir avec l'Etranger sont incontestablement la bureaucratie d'Etat et la classe ouvrière, l'une par sa servilité, l'autre par son pouvoir éventuel d'inertie : la grève.

Ce sont les seules classes sociales non seulement conscientes, organisées, mais aussi vivant la réalité du XX<sup>e</sup> siècle. Modernes, détribalisées, elles côtoient le véritable pouvoir économique. L'une est au pouvoir, l'autre dans l'opposition.

Le syndicat possède des cadres, une solide organisation et, surtout, touche toutes les couches du pays. Par l'intermédiaire de ses adhérents, ouvriers agricoles, elle peut avoir un certain rayonnement sur le paysannat; par ses structures politiques urbaines, elle peut toucher les petits commerçants et les autres couches défavorisées.

Mais ses structures urbaines, lui permettraient-elles de toucher le lumpen-prolétariat, inorganisé, fuyant, explosif et menaçant surtout lorsqu'il laisse s'exprimer ses traditions anarcho-démocratiques et réadapte la siba aux grands faubourgs ?

Si le syndicat constitue un enjeu important pour lui-même d'abord, il l'est aussi pour le pouvoir, où il pourrait servir de régulateur aux tensions qui agitent les laissés pour compte et les exclus de la société civile, objet des convoitises des islamistes.

En effet, un nouveau groupe de musulmans présente à côté de la monarchie un projet intellectuel et social capable de produire des percées dans les rangs compacts des plus déshérités. L'enceinte marocaine protégée par le Commandeur des Croissants prêterait-elle le flanc à une nouvelle génération d'apprentis-mollahs ?

En associant davantage la classe moyenne à son pouvoir le Roi parviendrait-il à exorciser les périls qui se profilent à l'horizon de la foi ?

Mohammed BENHLAL (\*)

(\*) CRESEM.

## ANNEXES

### I. — LA CONTESTATION INTERNE À L'UMT

Quand, lors du 1<sup>er</sup> mai dernier, les travailleurs ont brandi, pendant leurs défilés, des banderoles dont les slogans tranchaient radicalement avec les thèmes réformistes habituellement repris en de telles circonstances par des responsables et des fonctionnaires des syndicats, tous les observateurs ont estimé que la démobilisation de la classe ouvrière avait vécu. En demandant la libération de leurs frères détenus politiques, en reprenant leurs grèves légitimes, en manifestant leur solidarité avec les étudiants, les travailleurs marocains ont démontré avec éclat que leur combat est celui de l'ensemble des forces populaires et qu'il est vain de vouloir isoler politiquement leur centrale syndicale. Leur prise de conscience se traduit d'abord par un combat interne, dans les Fédérations et les Unions locales, pour accélérer la démocratisation de leurs syndicats. L'éditorial de *La voix du postier*, publié par la Fédération Nationale du Personnel des PTT, que nous reproduisons ci-après, est assez significatif à cet égard. Plus significative est la série de grèves déclenchées par les travailleurs en dépit de la volonté et des manœuvres de certains dirigeants, qui ont pris goût à la collaboration avec le pouvoir réactionnaire.

Aussi ce processus constitue-t-il l'un des événements les plus importants de ces derniers mois, qui ne manquera pas d'exercer une influence décisive sur l'évolution de la situation au Maroc.

Editorial de *La Voix du Postier*  
(Fédération nationale du personnel des PTT, août 1964)

#### IMMOBILISME ET RÉNOVATION

« Depuis maintenant près de six années, l'activité syndicale se dégrade dans notre pays de jour en jour, à tel point que l'on peut dire aujourd'hui que les masses sont presque complètement démobilisées. Que reste-t-il de l'enthousiasme de 1956 à 1959 ? Rien ou presque. La raison de cette décadence, il nous faut malheureusement la trouver dans l'inconscience de nos jeunes responsables syndicaux à qui revient, depuis sa création, la direction de notre grande Centrale l'UMT. Nous pouvons aujourd'hui faire le bilan de l'activité de notre Centrale l'UMT et découvrir qu'en fait la décadence était certaine à cause :

- 1) du manque de formation idéologique de tous nos cadres syndicaux;
- 2) de l'embourgeoisement progressif de tous les responsables de la Centrale, sans exception;
- 3) de la politique de collaboration avec le pouvoir réactionnaire entreprise sous l'impulsion de Mahjoub Ben Seddik;
- 4) de la tentative d'isolement politique de notre Centrale UMT et de l'application vaine du principe démagogique du syndicalisme apolitique.

C'est là un bien triste bilan que celui d'une Centrale sur laquelle tous les travailleurs et les paysans avaient fondé un grand espoir et à laquelle ils avaient unanimement adhéré au lendemain de l'indépendance.

Que dire aujourd'hui de la situation syndicale au Maroc ? Tout simplement que de lourdes tâches attendent les éléments conscients de notre pays, car la multiplication des syndicats fantoches et l'immobilisme concerté de notre Centrale UMT ont produit un effet démobilisateur des masses qui, s'il se poursuivait, mènerait notre classe ouvrière et notre classe paysanne droit vers l'abîme de l'irrespect de la liberté de l'individu, de la dictature policière et du pouvoir autoritaire. Aucun Marocain conscient ne saurait admettre une telle

dégradation et un tel étouffement des forces vives de notre nation. Aujourd'hui, plus que jamais, la reprise sérieuse des activités syndicales s'impose à travers tout le pays. Il s'agit de pallier les erreurs commises par les responsables actuels de notre Centrale UMT. Il s'agit de rénover l'UMT, de mobiliser à nouveau nos travailleurs et nos paysans. Dans ce sens, l'action a déjà été entreprise par la Fédération des PTT dont nul n'ignore le rôle d'avant-garde qu'elle a toujours joué et qui, aujourd'hui, se dresse comme un seul homme face à des responsables syndicalistes de notre Centrale UMT embourgeoisés et pourris par la corruption et le détournement des fonds provenant des cotisations que nos camarades travailleurs se font un devoir de rassembler pour que vive une Centrale syndicale véritablement représentative de notre prolétariat national.

Le premier Congrès de la Fédération du Personnel des PTT s'est tenu à Casablanca les 23 et 24 mai dernier et a remporté un très vif succès. L'unanimité des postiers du Maroc a demandé la rénovation de notre Centrale UMT et la liquidation des éléments pourris et des opportunistes qui continuent à diriger notre grande Centrale UMT. Plusieurs autres Fédérations nous ont contactés et nous ont assurés de leur soutien pour la cause juste que nous défendons. Déjà des résultats satisfaisants commencent à confirmer le réveil de notre classe ouvrière, puisque partout à travers le territoire, les détournements de fonds ont été dénoncés et seront poursuivis, dont le plus petit exemple est le recéleur Sebit, de l'Union locale de Rabat; déjà les élections pour le renouvellement des bureaux des différentes Unions locales ont montré que la clique soumise à Mahjoub est balayée progressivement et que la classe ouvrière imposera sa volonté d'être dirigée par des responsables intègres et convaincus du rôle historique que doit jouer notre grande Centrale UMT, seule organisation populaire, et qui doit recueillir l'adhésion de l'ensemble de la classe paysanne dans notre pays.

Camarades, travailleurs et paysans ! soyons tous unis pour exterminer les profiteurs et les opportunistes dans nos rangs, dénonçons nos James Hoffa nationaux, traduisons-les en justice, et resserrons nos rangs pour que revive une Centrale syndicale UMT saine, débarrassée des opportunistes, et surtout capable d'imposer la juste volonté des masses laborieuses et de notre Proletariat national ».

## II. — LA POSITION DE L'UNFP SUR LE PROBLÈME DE L'UNITÉ

*(Bulletin d'information du Maroc, juin/juillet 1966)*

### UNITÉ DE LUTTE OU OPÉRATION MYSTIFICATRICE ?

« Il est beaucoup question au Maroc ces derniers mois de l'unification des formations de l'opposition. La presse étrangère s'en est fait parfois l'écho. Certes, ces bruits ne sont pas sans rappeler les rumeurs pratiquement incessantes annonçant des « remaniements ministériels imminents » qui alimentent traditionnellement les discussions malsaines du Balima... Mais il semble cette fois qu'il y ait là autre chose que l'intoxication officielle ou les constructions imaginaires de fonctionnaires mécontents en mal de changements. De quoi s'agit-il exactement ? Pour répondre, il est nécessaire de rappeler les différentes initiatives et prises de position (1), avant de préciser l'attitude de l'UNFP.

On ne peut parler de la question de l'Unité sans évoquer tout d'abord le rôle joué par le PCM. Depuis plusieurs années en effet, nos amis communistes s'étaient efforcés de sensibiliser l'opinion à cette question, et de convaincre en particulier les dirigeants de l'Istiqlal et de l'UMT de la nécessité de coordonner dans la lutte les forces de l'opposition. Avec des modifications plus ou moins importantes, ce mot d'ordre était brandi dans toutes les conjonctures. Bien que pour l'UNFP ces conjonctures ne fussent que répression

(1) A propos du problème de l'unité d'action entre les formations progressistes et patriotiques.

systématique et que les attaques de pouvoir n'aient pas cessé depuis 63, l'UNFP n'a jamais manqué d'accueillir avec sympathie le projet de l'unité. Il est difficile de dire autant de l'attitude des autres formations. Et c'est sans doute à cause de leurs réticences, quand il ne s'agit pas de fins de non-recevoir déguisées, que la campagne pour l'unité donnait des signes d'essoufflement. Jusqu'à l'éclatement de l'affaire Ben Barka. Soudain, on ne parle que de l'unité. Unité partout, unité tous les jours. Les indifférents et les tièdes d'hier se découvrent une âme de prosélyte. C'est la question primordiale et la panacée de tous les maux (excepté les « maux » d'un certain Oufkir dont on ne parle pas comme les vieilles femmes de la peste...). Bref la vigilance est de rigueur. Et sans doute la meilleure manière de faire preuve de prudence est-elle d'essayer de connaître l'attitude exacte des *nouveaux* partisans de l'unité.

A cet effet, rappelons en premier lieu ce qu'elle était *avant l'affaire Ben Barka*. On peut la trouver résumée dans une lettre adressée au Secrétaire Général de l'UNFP par M. Ali Yata pour y faire part du bilan de ses démarches auprès de l'Istiqlal et de l'UMT. Après avoir indiqué que M. Mahjoub Ben Seddik « s'est montré particulièrement soucieux du sort de l'UMT », il ajoute : « cependant le Secrétariat général de l'UMT estime que son organisation, étant une organisation syndicale, ne peut pas prendre part, au départ, aux démarches constitutives du Front ». C'est clair.

Quant à l'Istiqlal, son président M. Allal El Fassi affirme que « son parti était conscient de l'importance de l'Union ». Il demande toutefois comme condition « le respect de l'attachement du parti de l'Istiqlal aux traditions nationales — notamment l'Islam — et aussi le respect de certaines de ses positions sur certains problèmes, notamment celui des frontières ». C'est également clair.

Voyons maintenant comment les choses ont évolué. Du côté de la direction officielle de l'UMT, ce sont les discours du 1<sup>er</sup> mai prononcés par Mahjoub Ben Seddik et A. Ibrahim qui ont déclenché le branle-bas. Les passages concernant « l'unité des forces vives » seront dorénavant repris à satiété dans « l'Avant-Garde ».

Deux remarques s'imposent ici : que « l'organisation syndicale » ne dédaigne plus l'action politique; elle s'affirme prête à participer au gouvernement. Ensuite, quand bien même M.A. Ibrahim prétend proposer (avant-garde 7 mai) un plan *clair*, on n'est guère frappé, malgré la meilleure volonté du monde, par la clarté de ses propositions. Plus d'un problème capital reste enfoui sous une phraséologie confusionniste, très étudiée ou involontaire, selon les talents en la matière. En particulier on aimerait avoir plus de lumière sur la nécessité de « dépasser les « carcasses partisanes » pour aller vers les fameuses « forces vives »... Sauf en ce qui concerne la littérature sur les « carcasses partisanes », qui a du provoquer l'effet d'une gaffe auprès des dirigeants de l'Istiqlal, ceux-ci semblent trouver leur compte dans les propositions du tandem Mahjoub-A. Ibrahim. On a remarqué que certains articles parus dans les organes de l'Istiqlal, expriment un souci similaire, parfois en termes identiques.

Cela dit, nous pouvons affirmer que plusieurs entretiens ont réuni les chefs de l'Istiqlal et de l'UMT. Commencés avant le 1<sup>er</sup> mai, ils se sont poursuivis après, et n'ont été interrompus que par le voyage qu'effectue actuellement M. Mahjoub ben Seddik aux USA. Notons enfin que les partis de gauche n'ont pas été associés à ces conciliabules. Toutefois, le SG de l'UNFP a tenu à faire savoir officiellement à l'Istiqlal l'intérêt qu'il porte à l'unité d'action et qu'il restait disposé à étudier les propositions concrètes à ce sujet.

Tels sont les principaux faits du « dossier ». Il reste seulement à préciser la position de l'UNFP. Mais pour bien saisir les préoccupations actuelles de notre parti, il faut observer que tout n'est pas clair dans les intentions déclarées des uns et les visées inavouables des autres. Des questions précises s'imposent à tout observateur attentif : dans quelle mesure « l'unification des forces vives » n'est pas une opération visant le double but, d'une part de venir en aide au régime qui, malgré ses crâneries, est sérieusement ébranlé par les conséquences intérieures et extérieures, immédiates et lointaines de l'affaire Ben Barka, et, d'autre part, de permettre le retour au pouvoir de certains politiciens à qui l'opposition prolongée ne réussit pas et qui sont attachés avant tout à sauvegarder, grâce à un salutaire remaniement ministériel, leurs privilèges de classe ou de caste ? Sans être

obsédé par la main de Washington, (bien qu'elle ne néglige pas de s'abattre sur tous les continents), on ne peut s'empêcher de poser une deuxième question : est-ce qu'un gouvernement jouissant de la caution « nationaliste » et « ouvriériste » ne répond pas à des exigences précises de la politique américaine au Maroc qui n'est pas, toujours et partout, il ne faut pas avoir la naïveté de le penser, aussi schématique et manichéiste qu'on a tendance à le croire généralement ? Quoi qu'il en soit et afin de subordonner notre position à l'égard de l'unité à une *connaissance* entière de différents éléments d'appréciation, de manière à être en mesure de combattre toute manœuvre opportuniste contrecarrant les objectifs du mouvement progressiste, sans pour autant nous cantonner dans une attitude sectaire qui irait à l'encontre des résultats positifs auxquels peut parvenir l'unité d'action entre les forces de l'opposition, en un mot pour éviter aussi bien l'opportunisme que le sectarisme attentiste, l'UNFP a opté, en l'état actuel de la question, pour une position qui se résume dans les deux points suivants :

1) L'UNFP proclame son accord sur le principe de la coordination ou de l'unification des efforts entre les organisations progressistes et patriotiques; elle est prête à étudier des propositions pratiques concernant la forme que pourra prendre cette unité. Cependant deux conditions nous paraissent indispensables :

- *l'élaboration d'un programme aux objectifs limités et clairs*
- *l'engagement public et officiel des organisations concernées à respecter les objectifs et moyens du programme.*

2) Pour l'UNFP l'affaire Ben Barka dont les conséquences et les implications vont au-delà d'une affaire de répression courante; reste au *centre de nos préoccupations*. Aussi considérons-nous que nous sommes en droit d'attendre de toutes les formations qui se préoccupent de « sauver le pays et s'efforcent « d'unifier ses forces vives » exigent le châtiement des auteurs du crime et luttent à nos côtés pour l'obtenir. Telle est la position de l'UNFP sur le problème de l'unité. Elle est un rempart solide aussi bien contre les errements de l'opportunisme que contre les dangers du sectarisme. En particulier, seule, elle nous permettra d'empêcher qu'une question aussi importante pour la lutte des forces progressistes du Maroc que celle de l'unité ne dégénère en une opération mystificatrice ayant pour but de camoufler les difficultés actuelles du régime, ou de couvrir la pénétration américaine ».

### III. — A PROPOS D'UN DÉBAT SUR LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE DES PEUPLES ARABES

*Bulletin d'information du Maroc, décembre 1964 — janvier 1965*

L'art de se battre avec des fantômes n'est pas un combat mais un donquichottisme. Ce donquichottisme est une tentation permanente pour certains, qui commencent à définir les choses selon les idées qu'ils en ont. Résultat : ils passent à côté de la réalité, manquent le sens des événements, ne rencontrent finalement qu'eux-mêmes. Appeler à l'interprétation correcte doit donc nécessairement être un appel aux choses mêmes. C'est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit de propos aussi graves que ceux rapportés par la *nouvelle revue internationale* (2) dans son numéro 73 de septembre 1964, où un certain M. Wazzani ose parler au nom du Parti communiste marocain du combat de l'UNFP en des termes qui ne témoignent que d'une chose : de son étrangeté à tout combat. Selon lui :

- a) Une méconnaissance du socialisme scientifique aurait régné au sein de l'UNFP.
- b) Celle-ci se serait donc trouvée éloignée de toute conception populaire du socialisme, de toute action des masses, encline plutôt à l'aventurisme des coups d'état.

(2) Revue de théorie et d'information des partis communistes et ouvriers (édition française à Paris).

c) l'UNFP aurait été « heureusement » un peu tirée de cette situation grâce au PCM, qui l'aurait convaincue de choisir la voie du socialisme scientifique, de prendre conscience de la nécessité de l'alliance de la classe ouvrière avec les paysans.

C'était à l'occasion d'un débat sur le mouvement de libération nationale des peuples arabes, débat auquel aucun des responsables de ce mouvement n'a participé !

I. — Ceci, on l'a dit à Prague... Dire à mille lieues de la scène du combat des choses fausses n'est pas erreur mais faute : pas dire mais médire, donc un peu ne pas savoir ce qu'on dit ! L'UNFP est trop prise par le sérieux et la dignité de ses luttes pour dire faux; elle rappelle à la mémoire de ceux qui ne veulent pas s'en souvenir qu'elle est, précisément par ses origines et ses dirigeants authentiques, la lutte *continué*. C'est cela même qui la convainc que l'édification du socialisme au Maroc passe par l'élimination de toute forme d'exploitation. Elle répugne à galvauder en paroles du socialisme, parce qu'elle le construit, assainit par la lutte la base sur laquelle il s'édifiera, une lutte organisée, éclairée par le sens du combat et ses fins suprêmes, pose un préalable : la libération nationale. Tant que la domination étrangère, économique et technique, persiste, dénigrer l'UNFP consiste objectivement à faire le jeu des forces de la réaction. C'est une attitude de spectateur ! Or, dans un pays comme le nôtre, nous n'avons pas affaire à un spectacle, mais à une lutte. Être spectateur, c'est être du côté du contre-courant... Pour ce Wazzani, parlant au nom du PCM, c'est une attitude tout simplement contre nature.

II. — Ce que M. Wazzani avance sur le stade purement arabo-islamique du socialisme de l'UNFP montre une tout aussi grande méconnaissance de la pensée de l'UNFP. On ne peut citer de texte des responsables souscrivant à ces thèses. Bien au contraire, l'UNFP a été le premier parti arabe à avoir le courage de mettre en garde nos frères du Moyen-Orient contre des principes antirationnels du socialisme, principes fondés sur des concepts religieux ou sociaux. C'était notamment le sens des déclarations du frère Ben Barka au Caire, bien avant 1962, en 1960. Nous ne sommes pas des spécialistes de l'anti-date, c'est la Revue Rose et Youssef elle-même qui le rapporte dans son numéro 1694. Ben Barka y déclarait :

« Je suis fondamentalement opposé à ceux qui parlent du socialisme arabe. A notre avis, il n'y a qu'un seul socialisme, le socialisme scientifique, et les différences qui peuvent exister ne résident que dans son domaine d'application. Il n'y a qu'un seul germe de socialisme, mais ce germe peut produire des fleurs différentes selon les climats où il est appelé à s'épanouir. Nous pouvons considérer la nation arabe comme un élément constitutif dans lequel fleurira un socialisme spécifique, mais qui aura toujours la même origine : le socialisme scientifique ».

Pensée rigoureuse que la nôtre, et claire !

De plus, l'édification du socialisme passe nécessairement par la libération nationale. Notre expérience le confirme. Nous n'en refusons jamais le riche enseignement. Ce n'est pas affaire de proclamation seulement, mais lecture des faits. En témoigne notre participation active au mouvement de solidarité des peuples afro-asiatiques. L'UNFP y est membre du Comité Exécutif depuis 1960, elle en assure le secrétariat de coordination et la vice-présidence du Comité de Fonds d'aide aux mouvements de libération nationale.

III. — L'UNFP a tellement troublé le pouvoir qu'elle est devenue pour lui une sorte de traumatisme. Notre frère Bouabid déclarait, le 21 avril 1964, à la soirée de solidarité avec les démocrates marocains, à Paris :

Notre drame, c'est que nous soyons les représentants de certaines forces qui sont conscientes de ce qu'elles demandent.

Elles ont su résister aux pressions, aux compromissions, elles ont su résister même au truquage... La capacité de résistance du peuple marocain a été grande et c'est ce qui a fait peur au pouvoir, d'où le progrès et le montage que vous connaissez ».

Cette audience populaire, signe de sa force et marque de son efficacité, vient de son enracinement dans les masses. Monsieur Wazzani le reconnaît et semble regretter de le faire : il reconnaît une influence sur les masses. C'est un fait. Mais c'est pour dire que l'UNFP ne croit pas à l'action populaire. C'est contradictoire. L'influence n'est pas magie.

mécanisme automatique. Elle est identification : l'UNFP, c'est la volonté populaire, et ce par la volonté des masses. M. Wazzani renverse les rôles : ce caractère populaire est consacré dans — et garanti par — la naissance du parti qui n'était rien d'autre que la réaction des masses contre le leadership bourgeois et réactionnaire des chefs traditionnels de l'Istiqlal.

Notre frère Ben Barka affirmait dans sa conférence sur la Réforme agraire en janvier 1962, à propos de l'instrument politique nécessaire à la réalisation de cette opération révolutionnaire :

« Cet instrument politique propre, c'est l'organisation des masses populaires, le mouvement de libération nationale, le parti. Il peut avoir plusieurs noms, mais il doit avoir le même contenu, c'est-à-dire être l'organe, par excellence, d'encadrement, d'éducation et de mobilisation des masses populaires. Et, à travers les vicissitudes que l'on peut rencontrer, soit en raison des contingences internes ou externes, cet organe reste quand même l'instrument fondamental.

...L'organisation populaire devra disposer d'un encadrement armé d'une idéologie révolutionnaire et éveillé aux lois de développement de la société. Elle devra être en liaison intime avec les masses, être liée à elles pour pouvoir lui servir à la fois de guide et de support. Une telle organisation, nous avons la chance au Maroc, en Algérie et dans certains autres pays, de l'avoir héritée de la période de lutte pour la libération nationale. Elle est réellement populaire, parce qu'elle est l'émanation du peuple et considère comme un devoir de ne laisser en dehors d'elle aucun élément capable de participer à la lutte de libération. Ne doivent être exclus de cette organisation que ceux qui sont les ennemis du peuple, ceux qui sont contre ses aspirations.

La forme d'organisation peut changer en cours de route, mais l'essentiel, c'est que nous ayons constamment en vue la nécessité de conserver et de renforcer nos liens avec les masses populaires et d'en exprimer à chaque instant les profondes aspirations » (3).

Inutile donc, après ces rappels, de s'arrêter à un propos de ce Wazzani tel que celui-ci :

« ... Les dirigeants de l'UNFP pensent qu'un petit groupe de gens éclairés doit réaliser le coup d'état et poser les bases du socialisme. Cependant, depuis quelque temps, ils commencent à douter de la justesse de ces idées et à déclarer que Ben Barka est dans l'erreur, qu'il est un comploteur ».

Qui parle ? Un agent provocateur ? Tel qui le serait n'aurait pas mieux trouvé ; ni mieux dit tout agent qui serait au service du pouvoir féodal — néo-colonialiste de Rabat. Et de même qu'en juillet 1963 la police royale et ses conseillers « spéciaux » préfabriquaient de toutes pièces un complot de coup d'État dans le but d'éliminer de la scène politique l'UNFP, de même on cherche maintenant une fissure dans la direction révolutionnaire de ce mouvement de libération nationale.

Que conclure ?

M. Wazzani parle-t-il au nom du PCM ? Ce serait très étonnant. Tel n'est pas, à notre connaissance, la position des dirigeants communistes marocains qui, pour l'essentiel, se sont ralliés aux vues de l'UNFP. Ils se sont même prononcés contre les vues de leurs homologues algériens au moment où ceux-ci n'étaient pas encore ralliés au FLN.

Alors, les déclarations à Prague dans le colloque des partis communistes arabes n'étaient-elles pas destinées à être publiées ? ou bien y a-t-il eu provocation d'agent infiltré ?

Une chose est sûre : ces déclarations sont profondément troublantes, surtout pour qui les rapproche avec les interventions d'autres porte-parole du PCM à la dernière assemblée générale de l'UNEM, tenue à Paris au début de décembre 1964. On y prêchait, en un moment décisif du combat de l'UNEM, l'apolitisme et donnait des espérances aux quelques étudiants « neutres », en les encourageant aux dépens des militants éprouvés. Les

(3) Cf. *Réforme agraire au Maghreb*, éd. F. Maspéro, Paris.

candidats PCM à la « succession » de la direction de l'UNEM sont allés jusqu'à présenter une liste commune avec des éléments douteux contre la liste de l'UNFP. Celle-ci a cependant enregistré un succès écrasant.

Oui, le rapprochement est troublant. Ici et là, même jeu et but unique, qui en rappellent un autre : celui de certains dirigeants opportunistes de l'UMT qui, en janvier 1963, lors du congrès des syndicats, lançaient également le mot d'ordre d'apolitisme pour démobiliser les travailleurs, laisser la voie libre à la répression qui se tramait contre l'UNFP.

Oui, provocation qui ne sert que le pouvoir anti-populaire de Rabat. Ce Monsieur Wazzani n'a trouvé aucun mot pour dénoncer le complot du régime contre l'UNFP, rien sur le procès et sur la torture. Ceci a beaucoup à faire avec le socialisme, qui s'élabore dans le combat.

Qui falsifie l'Histoire, au mépris des souffrances endurées par ceux qui la font, doit être démasqué. Quel qu'il soit, il doit l'être, dùt-il se cacher derrière l'étiquette d'un parti de progrès.

Et, en définitive, puisque c'est le contexte même du débat qui fut l'occasion des propos diffamatoires à l'encontre de l'UNFP, il est temps que ceux qui s'obstinent à monopoliser l'esprit révolutionnaire reconnaissent que le souffle de libération nationale qui déferle, surtout depuis la deuxième guerre mondiale, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, revêt un caractère historique aussi authentiquement révolutionnaire que la grande Révolution d'Octobre 1917 ».

#### IV. — A PROPOS DES ÉMEUTES POPULAIRES DE MARS 1965

*Bulletin d'information du Maroc, mai 1965*

##### A) LA FIN DU GRAND LEURRE

« Depuis le début de la répression systématique dirigée par le gouvernement royal contre l'UNFP — et il convient de rappeler que ce début marquait seulement le point d'aboutissement de provocations policières de toutes sortes — nous n'avons cessé de tenir l'opinion internationale au courant de l'évolution de la situation au Maroc !

Nous avons persisté aussi à attirer l'attention sur la conjugaison que nous considérons fatale entre l'intensification de la répression et la poursuite têtue d'une politique de véritable sous-développement si scandaleusement avantageuse pour la poignée d'hommes au pouvoir !

L'étranger était ainsi au fait de ce qui se déroulait effectivement au Maroc, grâce aux données vérifiables publiées par nos journaux et reprises par les numéros précédents du *Bulletin*. L'opinion intérieure s'élevait à une conscience des problèmes de plus en plus juste et globale, conscience que vinrent alimenter nos dénonciations la preuve chaque jour plus contraignante que le pouvoir évitait les vrais problèmes et fuyait les seules solutions qui s'imposaient.

Mars 1965 est venu dénoncer l'inconscience chronique et criminelle des responsables; ils étaient les seuls à demeurer « hors du coup ». Voici ce que l'un d'eux osait dire à la veille même de la terrible semaine sanglante :

« Les masses populaires dont ils parlent, n'existent que dans leur imagination... Le peuple marocain, partout dans le pays, ne donne aucun signe de mécontentement... Bien au contraire ! D'ailleurs, la politique ne l'intéresse pas; les agitateurs de l'opposition peuvent continuer longtemps à prêcher dans le désert... » (4).

Un fantaisisme aussi irresponsable et fat se passe de tout commentaire; il n'exprime pas tout simplement le mépris, le cynisme ou le mensonge, mais un si profond décrochage par rapport au concret qu'il confine plutôt au délire fermé de l'obsédé, au fond, le pur vœu de l'impuissance sans remède.

(4) Cité par *Libération*; n° 30, 31 mars-6 avril 1965, « Editorial ».

Il est alors évident que le rappel à l'ordre, aux choses, ne pouvait se faire que *dans la rue*. Cette « loi de la rue » que le Chef de l'Etat stigmatise dans son discours du 29 mars dernier n'est que l'épiphénomène du système de gouvernement anti-démocratique et anti-populaire dont il dota lui-même le Maroc et où *le peuple était exclu, son opinion baillonnée, rejetée ou bien carrément méprisée*. Car il y a plus grave encore : continuer à vouloir ignorer les évidences signifiait qu'on tenait à perpétuer la misère et l'exploitation, à se faire maintenir dans la ligne qui a conduit les classes opprimées au désespoir.

A la vue de l'esprit abstraite s'est opposée la volonté de la rue pour apporter un démenti sanglant aux insoutenables prétentions du pouvoir et prouvait, non seulement que toutes les classes opprimées, que la masse des travailleurs, « travaillant et non travaillant » savaient tout et *se savaient surtout les victimes qui payaient à elles seules le lourd tribut d'une politique incohérente et incompétente* qui ne tenait que par son système de corruption et ses machines répressives.

### 1) La même lutte

Presque tous les journaux étrangers ont enregistré le fait que la cause des « troubles » était double (5) : « la colère des étudiants et la misère des chômeurs ». C'est vrai, mais partiellement. Au lieu du procédé réductif, de l'image par trop simplifiante du parallélogramme des forces et de la résultante mécanique, il convient d'essayer rapidement d'avoir une vue du phénomène global, du mouvement de la résultante et du faisceau des forces qui la constituent en fait. Autrement, il serait bien difficile de comprendre pourquoi une manifestation avait le caractère révolutionnaire qu'elle eut, pourquoi elle porta dans la rue sa conviction que seul un changement radical pouvait ouvrir les cœurs à la confiance et à l'espoir, pourquoi enfin elle n'était rien d'autre que la mise en question la plus radicale et la plus violente que le Maroc ait connue depuis son Indépendance. Colère et misère elles-mêmes ne sont que deux des causes visibles à l'œil nu, des causes les plus proches. En fait l'origine de tout se trouve dans un véritable processus de déception et de désaffection à l'égard du régime que le peuple et la résistance issue de lui ont porté au pouvoir, ont imposé aux colonisateurs par des sacrifices dont le souvenir est encore frais. Si c'est le peuple lui-même qui mena la lutte pour l'indépendance si la monarchie s'identifiait au contenu social que cette lutte impliquait, c'est qu'on la croyait en mesure de la réaliser et de mettre en place les institutions indispensables à cette fin des institutions authentiquement démocratiques et populaires.

Le régime choisit ses alliés en dehors des forces dont il était issu, parmi les féodaux dont les intérêts sont tellement liés de manière intrinsèque à ceux des anciens colons que le nouveau régime n'était en fait venu que pour restaurer l'ancien. On trouvera de multiples détails dans l'étude (6) sur le plan Triennal que nous reproduisons in extenso, dans ce même bulletin, sur la régression « dans les structures économiques » mêmes. Ainsi le secteur des industries de transformation est parfois sur la voie d'une franche régression (7). Si cela concerne « l'allure générale » de toute une politique, ce n'est pas tout. Le régime se mit à grignoter sur les acquisitions du début de l'indépendance. Le cercle sans issue de la nouvelle dépendance s'élargissait et exigeait plus : on alla jusqu'à restituer des « lots de colonisation » (8).

Ainsi donc, « la génération de l'indépendance » se vit de plus en plus dépossédée, frustrée par la volonté de réaction du régime. A cela s'est ajouté le sang venu des jeunes qui n'ont vu que le résultat négatif de l'indépendance, qui n'ont même pas vécu l'aspect

(5) *Le Monde diplomatique*, avril 1965.

(6) *Libération*, 24/3/65 : « Bilan dramatique de la situation économique et sociale ».

(7) *Ibid.*

(8) Arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture, du Sous-Secrétariat d'Etat à l'Intérieur... portant restitution et radiation de la liste... désignant des immeubles qui ne se trouvent plus répondre à la définition de « lots de colonisation ». Voici quelques noms de ces biens restitués : Domaine Saint-Claude II, Moujanel I, Ste Marie V, ect.; Bled Sidi Raid IV, Bled Métenha..., cf *BORM*, n° 2 730, (24/2/65), p. 188-189.

prometteur de la lutte pour l'indépendance. Le sang nouveau, libre et dégagé de toute alliance et de tout le traumatisme qui peut en découler, s'est manifesté dans les premières grèves des étudiants du secteur traditionnel. Les grèves exprimaient l'unité de la « misère » et de la « colère », l'unicité de la protestation quant à son origine sociale. En effet : des étudiants, fils de fellahs pauvres venaient trouver dans les classes, dans l'organisation des études, dans les possibilités nulles qu'on leur offrait, la « rencontre » entre l'absence d'horizon et d'avenir et la misère de la famille. Ils apprenaient dans leur vie quotidienne de jeunes étudiants cette réalité qui était la leur, leur propre vérité : ils étaient niés.

Pendant que la classe dirigeante imposait une politique scolaire désastreuse à la masse des élèves, le caractère discriminatoire et de mauvaise foi devenait de plus en plus évident : la poignée de familles privilégiées faisaient désertier à leurs enfants cet enseignement sans avenir et préféraient les envoyer aux établissements de la Mission Culturelle Française.

C'est pourquoi, les pères ont rejoint leurs enfants dans la manifestation de Casablanca, et c'est pourquoi cette manifestation a pris l'ampleur et les dimensions d'un mouvement de masse avec des mots d'ordre bien clairs et la décision bien ferme de faire entendre, au risque de leurs centaines de vies innocentes, l'exigence du changement social.

## 2) *La répression et le meurtre collectifs*

Mars 1965 a brutalement révélé dans un affrontement sanglant que l'ennemi des forces populaires nourri comme un parasite à leurs dépens est constitué par l'armée de mercenaires, une armée féodale d'origine, coloniale d'éducation, anti-populaire de vocation, opposée à toute démocratisation et à tout progrès (9). Pépinière de tous les inconditionnels du régime, précisément parce qu'ils ont été étrangers à toute l'histoire écrite à coup de sacrifices populaires et qui aboutit à asseoir le régime actuel, certains des éléments de cette armée ont pu s'imposer politiquement en contre-partie des services qu'ils ont rendu au pouvoir en prenant sur eux de torturer les artisans de « la liberté du Maroc », en lesquels ils voyaient les futurs artisans de « la liberté des Marocains ». Aussi sont-ils passés immédiatement à l'action. Car il s'est agi de protestations populaires, de manifestations des classes exploitées, dont la seule présence constitue leur mise en question, démasque le visage hideux de l'exploitation, le caractère usurpé de leur pouvoir, celui criminel de leur opulence.

Un tel affrontement ne peut s'expliquer tout simplement par la circulaire ministérielle menaçant de renvoi nombre de lycéens. En plus, du fait que la mesure était absurde, parce que rien n'était préparé pour accueillir les élèves âgés, menacés tout simplement de grossir le rang des chômeurs, les enfants ne peuvent pas toujours aller à l'école, au Maroc, à l'âge scolaire. Une mesure que la presse étrangère qualifia de raisonnable « en soi » signifie qu'on accuse les jeunes élèves de ce dont ils ne furent jamais responsables. Les parents le savent tellement qu'ils se montrèrent solidaires de leurs enfants.

Donc une revendication juste, approuvée par tous, ne pouvait « dégénérer » en troubles sanglants. Si cela se produisit, c'est bien à cause de toute la haine nourrie par les artisans de l'exploitation qui savent qu'une démocratisation authentique clarifierait beaucoup les choses et mettrait fin à la répression et au gaspillage.

3) S'il est vrai que les travailleurs et étudiants se sont trouvés côte à côte dans la rue et si des centaines d'élèves sont tombés sous les balles meurtrières des mercenaires, alors qu'ils brandissaient des mots d'ordre de portée lointaine, c'est bien parce que d'une part les étudiants ont appris, souvent directement, que la démocratisation et la popularisation de l'enseignement passaient par la lutte générale pour l'émancipation des classes « oubliées de Dieu » et que les travailleurs ont appris, au feu de la lutte pour le pain, que le pain garanti n'est pas le fait du « panivorisme » borné. Toutes choses sont liées. Ce sont les enfants de ceux qui ont le moins de chances sociales qu'on démunit à leur tour de la possibilité de toute formation répondant vraiment à leurs besoins et à ceux du pays.

(9) Cf. *Bulletin d'Information du Maroc*, nov. 1961, p. 2.

Les causes immédiates des événements sont donc à chercher derrière cette « rencontre » en pleine rue du père avec son fils; car celle-ci n'est pas de pure rencontre. Le même refus les anime: celui de voir l'oppression devenir tradition, l'exploitation institution. Ils ont voulu briser le cercle de la violence. Que cesse le présent de misère fait au père; que soit garanti pour chaque fils un avenir meilleur.

Le présent et l'avenir contestent le passé. Les forces de libération nationale et celle de la libération des hommes au sein de la nation furent là, ensemble, pour la grande contestation.

Cette contestation rappelait que l'indépendance doit retrouver son sens, *son contenu social*.

## B) RÉFLEXIONS SUR L'INSURRECTION POPULAIRE DU 23 MARS 1965

### *Bulletin d'information du Maroc, mars-avril 1966*

« La civilisation et la justice de l'ordre bourgeois apparaissent dans une lumière sinistre, chaque fois que les esclaves, les asservis, les accablés, les écrasés de cet ordre se soulèvent contre leurs maîtres. Cette civilisation, cette justice se dévoilent alors: c'est la sauvagerie sans masque, la vengeance sans frein ».

KARL MARX, (*Les luttes de classes en France*).

« La révolte populaire du 23 mars 1965 constitue un événement capital, par son ampleur, par les répercussions immédiates et lointaines sur l'orientation du régime royal, enfin par son caractère de première insurrection populaire dont les objectifs anti-monarchiques ne souffrent aucune équivoque. Il s'agit à proprement parler d'une *insurrection révolutionnaire avortée* dont le sens doit être dévoilé, explicité, de manière à en tirer les enseignements sur le plan théorique et organisationnel.

Mais avant de se livrer à des réflexions de cet ordre, il convient de rappeler les faits et tout d'abord le contexte politique qui permet de mesurer la portée de ces faits.

La vie politique, à la veille du 23 mars, reste dominée par ce qui a été appelé « le complot de juillet 63 ». Des centaines de militants de l'UNFP sont emprisonnés ou exilés. Plusieurs dirigeants — dont Basri, Ben Barka, Benjelloun — sont condamnés à mort. L'activité politique du parti semble s'être réfugiée au Parlement. L'UNEM n'échappe pas aux persécutions: ses locaux sont occupés par la police; un procès en dissolution lui est intenté; son président, Haloui, attend en prison depuis cinq mois d'être traduit devant un tribunal militaire et il risque à son tour la peine capitale. En outre, une véritable psychose de la répression semble paralyser les masses. Les enlèvements, les tortures, les assassinats, les multiples condamnations à mort, tout cela a créé une atmosphère de terreur. Il y a bien eu la motion de censure (déposée au Parlement par le groupe UNFP en juin 1964) qui a provoqué un enthousiasme formidable et un sentiment de délivrance dans tout le pays. Mais en vérité, si délivrance il y a, il s'agit d'une délivrance symbolique, d'une catharsis. De fait, une semaine après, tout rentre dans l'ordre. Si bien qu'un représentant du pouvoir peut déclarer en toute quiétude: « Les masses populaires dont ils parlent n'existent que dans leur imagination... Le peuple marocain, partout dans le pays, ne donne aucun signe de mécontentement... Bien au contraire! D'ailleurs, la politique ne l'intéresse pas; les agitateurs de l'opposition peuvent continuer longtemps à prêcher dans le désert... ».

C'est alors qu'éclata la révolte qui est sans conteste, la plus importante démonstration populaire depuis les manifestations de 1952 (après l'assassinat de Ferhat Hachad) qui avaient annoncé la fin du protectorat.

Rappelons maintenant les faits. On sait que la cause immédiate de la révolte est une circulaire de l'Education Nationale. Selon ce texte, plusieurs milliers d'élèves du secondaire se voient soudain, en pleine scolarité, exclus pour raison d'âge. Cette mesure discriminatoire vient après d'autres de même nature, telles que le refus de 150 000 enfants dans la première année du primaire, de 160 000 dans la première année du secondaire, etc... Pour

combattre cette « politique de déscolarisation » — et également pour obtenir la libération du président Haloui — l'UNEM organise une semaine d'agitation qui débute le lundi 22 mars. Ce jour-là, les 13 établissements secondaires de Casablanca sont fermés; des manifestations imposantes se déroulent dans plusieurs quartiers de la ville. On estime à 3 000 le nombre des élèves, souvent très jeunes, arrêtés au cours de cette journée.

Les manifestations reprennent le lendemain. Mais elles ne sont plus limitées aux seuls élèves en grève. Les parents, les chômeurs, l'ensemble de la population de Casablanca, descendent dans la rue. La police, les forces auxiliaires, les CMI, se montrent incapables de contenir le mouvement qui se transforme rapidement en insurrection. Les manifestants prennent conscience de leur force; des barrières sont dressées; des commissariats sont occupés, d'autres incendiés; la foule se dirige vers la prison et certains « points névralgiques » de la ville. Un indice révélateur : les forces de l'ordre qui « chargeaient », tout à l'heure, les manifestants, fraternisent maintenant avec eux. Bref, Casablanca est entre les mains du peuple.

Il a fallu l'intervention de l'armée pour arrêter le mouvement insurrectionnel. L'armée occupe littéralement la ville. Auto-mitrailleuses, blindés, hélicoptères équipés de mitrailleuses, tirent sans distinction sur les quartiers populaires. Malgré leur héroïsme, leur détermination, les masses populaires ne peuvent tenir devant le déploiement formidable des forces armées et la mise en branle des moyens techniques de répression les plus perfectionnés. Dans le camp populaire, *les armes font tragiquement défaut. Mais c'est au prix d'un massacre collectif, de la plus sauvage tuerie que le pouvoir a repris le contrôle de la situation.* Le nombre exact des victimes n'a pu être connu; les autorités ont procédé à l'enterrement clandestin des morts pendant le couvre-feu. Cependant, le recoupement des informations les plus sérieuses permet d'avancer les chiffres d'environ 2 000 morts et plus de 15 000 blessés.

L'insurrection n'est pas restée cantonnée à Casablanca. Des manifestations violentes ont eu lieu à Rabat, à Fès où l'on déplora plusieurs dizaines de morts, puis à Marrakech, Kénitra, Khouribga, Taza, Settat, Béni-Mellal, Séfrou, Tanger, Tétouan. Une grève générale est déclenchée à Casablanca dans l'après-midi du mercredi 24, suivie d'une grève des enseignants qui englobe l'ensemble du pays.

La répression judiciaire fait suite aux massacres. Les tribunaux siègent sans désemparer et condamnent les détenus à des peines allant généralement de un mois à deux ans de prison ferme; 177 condamnations sont prononcées dans la seule journée du 26; ce chiffre atteint 481 à la fin de la semaine.

La tuerie de Casablanca, les jugements sommaires ne semblent pas apaiser la frayeur provoquée chez le pouvoir. Comme mesure d'intimidation supplémentaire, Hassan II ordonne à la fin de la semaine, le samedi 27, l'exécution de 14 prisonniers politiques arrêtés depuis le mois de juin.

Après tout cela — et seulement après — le moment de la « politique » : le lundi 29, le roi prononce un discours en arabe dialectal. Le ton est attristé, démagogique, surtout très vague : « Je suis prêt, avec vous, à être le premier à dénoncer les abus... » « Je suis comme vous un chef de famille avec les mêmes obligations... » etc... Il cite également la célèbre parole de Churchill à l'adresse du peuple anglais pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, qui, dans sa bouche, a l'allure d'un lapsus révélateur : « Je n'ai rien à vous offrir que du sang, de la sueur et des larmes ».

Enfin, il ne faut pas oublier la conférence de presse de Mahjoub Ben Seddiq, la veille du discours du roi. Il réclame : « L'arrêt de la répression, l'annulation des jugements, la libération de tous les détenus, l'annulation de la circulaire ministérielle et de toutes les autres dispositions qui entravent la scolarisation normale ». Il ajoute : « Pour atteindre ces objectifs, la commission administrative donne mandat au bureau national de l'UMT pour prendre toutes les mesures, y compris la grève générale dans tout le Maroc ». Faut-il préciser que celle-ci n'eut jamais lieu ?...

Tels sont les principaux faits qui constituent ou accompagnent la révolte du 23 mars 1965. Leur seule évocation permet déjà, de déceler certains problèmes décisifs qui sont posés au mouvement révolutionnaire marocain et qui y trouvent les éléments concrets de

réflexion et des indications pour une solution adéquate. Il faut ajouter, qu'en plus de son importance intrinsèque, l'insurrection de Mars suscite un surcroît d'intérêt aujourd'hui, un intérêt spécial commandé par les exigences de la situation au Maroc par l'affaire Ben Barka. Cet intérêt doit se manifester en premier lieu, nous semble-t-il, par l'analyse des éléments concrets, particuliers et inédits qui représentent dans l'insurrection manquée, à côté des autres aspects spontanés, confus et anarchistes, les *aspects de contestation consciente et radicale de la monarchie*.

Ce caractère révolutionnaire des événements de Mars s'affirme notamment dans la participation active de larges masses travailleuses, ainsi que dans des faits, apparemment moins importants mais, qui dénotent, incontestablement, pour peu qu'on y prête attention, un refus consécutif du régime royal. Dans la mesure où la description même des faits révèle déjà, directement, le rôle primordial des masses, nous allons insister surtout sur les aspects « qualitatifs » qui sont moins voyants, plus subtils et demeurent généralement négligés.

Ce qui frappe, de prime abord, c'est le rôle joué dès le début des manifestations par les jeunes et même les enfants — ces Gavroche de toutes les révolutions. Ces derniers font preuve d'une ingéniosité et d'un héroïsme qui apparaissent dans cent petits et grands faits (10) que notre peuple n'est pas près d'oublier, et qui iront alimenter la légende de la « semaine sanglante ». Du reste, bien vite, un slogan rythmé (« Hassan, Gare, gare ! — Les gosses vont t'avoir ! ), faisant fortune à une interjection pittoresque venue dans le discours du roi, évoque le grand danger que constituent les gosses pour le régime. Et l'on se rend compte qu'il contient une bonne part de vérité quand on mesure le rôle exaltant et mobilisateur joué par les enfants de Casablanca dans l'insurrection de Mars. Il convient de souligner également la participation massive et efficace des femmes. Avec un courage et une dignité qui font ressortir davantage la lâcheté et l'ignominie du massacre, descendant dans la rue aux côtés de leurs enfants, mari ou frères, n'hésitant pas à transformer leur « jellaba » en torchon incendiaire, déversant par les fenêtres des maisons, sur les soldats et policiers, tout ce qui peut remplacer les armes : meubles, ustensiles de cuisine ou eau bouillante... nos Mère Pélagie ont « pratiquement » montré que le combat contre la monarchie est l'affaire de tout le peuple. Si bien que, désormais, les thèmes de propagande qui posent que « les femmes » — au même titre que « les campagnes », cette autre entité mythique — sont ad vitam aeternam les piliers de la théocratie, n'auront pas la tâche aussi facile. Depuis plusieurs années, personne, à l'extérieur ou à l'intérieur du Maroc, ne peut ignorer les sentiments des étudiants marocains à l'égard de la monarchie; eh bien, on saura de même à l'avenir que ces sentiments sont largement partagés par une autre force non moins négligeable : les femmes !

Dans le même ordre d'idées — c'est-à-dire pour souligner l'aspect révolutionnaire du 23 mars — considérons la cause directe de l'insurrection : la circulaire du Ministère de l'Education Nationale. Il est particulièrement révélateur que les événements les plus meurtriers qu'ait connus le Maroc moderne aient pour origine immédiate un problème scolaire. Que l'instruction soit devenue une question de vie ou de mort, on ne pourra le comprendre que si l'on sait *tout* ce que représente l'enseignement, « l'école », « les études », pour ces familles populaires surchargées, dont les ressources provenant du travail du père ou du frère aîné et parfois de la mère, femme de ménage, sont précaires, devant lesquelles aucune possibilité de « s'en sortir » n'existe, et qui en viennent ainsi à reporter leur espérance raisonnable ou folle sur le Fils-qui-fait-des-études, et qui sera agent des PTT ou instituteur, avocat ou médecin. Des garçons et des filles de 15 ans se trouvent investis d'une responsabilité démesurée, de la mission, matérielle et mythique, de « sauver la famille », c'est-à-dire de lui assurer aisance et dignité.

(10) Deux exemples seulement : on force les propriétaires de voitures à verser un impôt original pour traverser le barrage : ils doivent laisser leurs roues de secours qui vont se transformer une fois imbibées d'essence et allumées, en redoutables lance-flammes roulants... — Cet enfant de douze ans se met au volant d'un camion et défonce la porte de la prison qui avait résisté jusque là aux assauts des manifestants, avant de tomber sous les balles d'une mitrailleuse...

Dès lors, il n'est pas étonnant que la famille qui, subitement, apprend que ce fils ou cette fille ne peut plus poursuivre ses études, le ressent *comme une injustice extrême*. C'est tout un monde qui s'effondre. Le seuil de résignation est dépassé, et l'homme qui, jusqu'à présent, paraissait le plus paisible, prononce le « c'est assez » ! qui annonce les révolutions.

L'injustice extrême entraîne une extrême révolte. Une révolte qui jette bas les barrières et les tabous. Celui qui était vénéré naturellement, unanimement et, assurait-on, jusqu'à la fin des temps. Celui qu'on ne pouvait remettre en question, à moins de passer pour un fou, bref, Celui dont les attributs ne souffraient la comparaison qu'avec ceux de Dieu, Le voilà bafoué par les ignorants et les miséreux. « Le Roi » est conspué et « la Monarchie » foulée aux pieds. Alors que la république, qui n'était pas une forme de gouvernement ou une simple opinion mais littéralement un péché mortel, la République est scandée par un peuple déterminé et tout puissant.

Il n'est pas inutile de s'arrêter ici aux slogans qui ont jailli comme des fleurs sauvages pendant les journées de mars. Car l'état d'esprit *véritable* du peuple y est comme concentré. On trouve dans ces formules rythmées l'ingéniosité irrévérencieuse et vindicative, le bon sens efficace. Le régime *chérifien* n'a peut-être jamais subi de coup plus dur. Ce qu'il faut en tout cas retenir des slogans de Mars, c'est qu'ils marquent une contestation irréversible — et joyeuse — de la monarchie.

Or, quand on sait qu'un tel système tire sa justification essentiellement, sinon exclusivement, de son caractère sacré, mythique, charismatique, on peut comprendre à quel point les slogans répétés par le peuple aux quatre coins du Maroc attestent une rupture profonde avec le passé. Oui, quelques mots scandés ont fait qu'il y a du nouveau sous le soleil marocain. Et qualifier d'historiques et de révolutionnaires les journées de Mars, ce n'est pas faire une concession à la phraséologie.

Ainsi, les événements de Mars ne sont pas *seulement* une « explosion de colère », une flambée de violences désordonnées. La révolte porte en elle les prémisses et les promesses d'une révolution populaire. Il manque, pour que l'insurrection ne tourne court et n'aboutisse à un massacre sans commune mesure avec les buts atteints, que le mouvement spontané des masses soit approfondi, développé, poussé jusqu'à ses ultimes conséquences. Cela ne pouvait être que le fait du parti, dont la situation objective, par suite de la répression systématique et ininterrompue depuis Juillet 63, ne lui permettait en aucune manière d'assumer cette tâche.

Il reste que le 23 mars a démontré « pratiquement » le *besoin* de la révolution sociale chez les masses laborieuses, et *partant sa possibilité*. Il a posé, simultanément — dans le sang et les souffrances — le problème des moyens matériels, de l'instrument de cette révolution.

Cette double exigence dominera désormais les préoccupations du mouvement progressiste marocain.

Certes, un compromis avec le Palais restait théoriquement possible. Dès le moment où le 23 mars constituait pour le pouvoir un avertissement sérieux et qu'il allait en tirer rapidement les conséquences. Dès le moment, surtout, où le pouvoir absolu du roi risquait de se voir contesté — de l'intérieur — par l'appareil de répression (symbolisé par Oufkir) qui commençait à avoir ses ambitions politiques propres. Certaines initiatives du roi, telles que la libération des détenus, la reconnaissance publique de l'échec de sa politique depuis l'indépendance (dans le discours annonçant la mise en veilleuse des institutions « préfabriquées »), l'ouverture de négociations avec l'UNFP, la nationalisation d'une partie du commerce extérieur, pouvaient raisonnablement accréditer une certaine volonté de réforme de la part du régime. Personne — surtout au sein de la gauche — ne se faisait d'illusion, les mesures prises par le Palais ne changeant rien au fond du problème; le pas décisif — qu'auraient été, par exemple, la convocation d'une assemblée constituante et la formation d'un gouvernement de gauche — n'était pas franchi. Toujours est-il que toute possibilité de compromis — bien que déjà très aléatoire — n'était pas exclue.

Le 29 octobre 1965, cette possibilité est définitivement détruite. Le crime perpétré contre notre camarade Méhdi Ben Barka, marque une rupture totale avec le régime. Les

impératifs posés par le 23 mars 1965 au mouvement progressiste demeurent à l'ordre du jour. L'affaire Ben Barka y ajoute un *coefficient d'urgence*. Et c'est bien là le sens de la déclaration du frère Abderrahim Bouabid, qui est en vérité l'énoncé de tout un programme : « Dans les conditions actuelles, nous serions ridicules de continuer à jouer tout seul le jeu démocratique des manifestations de masses. Il faut nous réorganiser en fonction de ces fluctuations nouvelles, revoir nos méthodes d'action, nos structures, ne plus compter sur une ouverture à gauche ou même une libéralisation du régime. Entre le pouvoir et nous, il y aura désormais, toujours le cadavre de Méhdi ».